PROTOCOLE DE PREFIGURATION DES PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN

de l'Agglomération de la Région de Compiègne

co-financés par l'ANRU dans le cadre du NPNRU

SOMMAIRE

Table des matières

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE 6

PREAMBULE 7

LES DEFINITIONS 9

Article 1. Quartiers d'intervention 10

Article 1.1. Les quartiers prioritaires éligibles au NPNRU : des poches de concentration des difficultés sociales, économiques et urbaines au cœur de l'Agglomération de la Région de Compiègne 10

Article 1.2. Focus sur le volet urbain : potentiels et faiblesses des quartiers prioritaires éligibles au NPNRU 10

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au present protocole de préfiguration 13

Article 2.1. Orientations stratégiques du Contrat de Ville 13

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain 15

Article 2.3. Synthèse de l'articulation entre les enjeux, les premiers axes d'intervention urbaine et les besoins d'études, par quartier 19

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration 21

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration 26

- Stratégie et management de projet 27
- Études transverses 29
- Études techniques spécifiques 32
- Projet urbain 34

Article 5. Opération(s) non financées par l'Anru faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage 36

Article 5.1. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 36

Article 5.2. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 36

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain **37**

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 **38**

Article 8. Gouvernance et conduite de projet **40**

Article 8.1. Gouvernance 40

- Comité de Pilotage 40
- Comité Technique / Comité de suivi opérationnel 40
- Groupes de travail thématiques 41

Article 8.2. Conduite de projet 41

- Organisation de la collectivité 42

Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés44

Article 9. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail 45

Article 9.1. Modalités de financement par l'ANRU de la conduite du projet de renouvellement urbain 45

Article 9.2. Modalités de financement par l'ANRU des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail 46

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail 48

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail 49

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires 50

Article 10. (à titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration **54**

Article 10.1. Opérations financées par l'ANRU 54

Article 10.2. Opérations financées par l'Anah 55

Article 11. Durée du protocole de préfiguration **57**

Article 11.1. La durée d'exécution du programme physique 57

Article 11.2. La durée administrative du protocole de préfiguration 57

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain – points de rendez-vous avec l'ANRU **58**

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration **58**

Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL – Action Logement 58

Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole 58
Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole59
Article 13.4. Le respect des règlements de l'ANRU 60
Article 13.5. Contrôle et audits 60
Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements 60
Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole61
Article 13.8. Traitement des litiges 61
Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence 61

Article 14. Dispositions diverses 62

Article 14.1. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre des actions initiées par l'ANRU 62
Article 14.2. La signalétique des chantiers 62

ANNEXES 65

Annexe 1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville (évolution de la géographie prioritaire de l'ARC – d'une ZUS à trois quartiers prioritaires dont deux éligibles au NPNRU) 66
Annexe 2. Plan des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU 67
Annexe 2.1. Présentation des sous-secteurs au sein du quartier du Clos des Roses 68
Annexe 2.2. Présentation des sous-secteurs au sein du quartier de La Victoire 69
Annexe 3.1. Axes d'intervention urbaine et premiers objectifs opérationnels en vue du NPRU du Clos des Roses 70
Annexe 3.2. Axes d'intervention urbaine et premiers objectifs opérationnels en vue du NPRU de La Victoire 72
Annexe 4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet 73
Annexe 5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés 74
Annexe 6. Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation 75
Annexe 7. Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration 77
Annexe 8. Planning de réalisation des actions du programme de travail 78
Annexe 9. Tableau des financements de l'Anah 79
Annexe 10. Tableau des financements de la Caisse des Dépôts 80

Vu le règlement général de l'ANRU (RGA) relatif au NPNRU en vigueur,

Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur,

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE

Il est convenu entre,

- L'Etat, représenté par le Préfet du département de l'Oise et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département,
- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU», représentée par son Directeur général, ou par délégation, par son délégué territorial dans le département
- L'Agence nationale de l'habitat (Anah), représentée par sa Directrice générale, ou son représentant,
- La Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par sa Directrice régionale adjointe, ou son représentant,
- L'Établissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA), représenté par sa Directrice générale, ou son représentant,
- L'Agglomération de la Région de Compiègne, représentée par son Président, ci-après nommé le porteur de projet,
- La Ville de Compiègne, représentée par son Maire,
- L'OPAC de l'Oise, office public de l'habitat, représenté par son Directeur général, ou son représentant,
- L'Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) OSICA, représentée par le Président de son Directoire, ou son représentant,
- L'Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) Picardie Habitat, représentée par le Président de son Conseil de Surveillance, ou son représentant,
- Le Conseil Régional des Hauts de France, représenté par son Président, ou son représentant,
- L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), représentée par son Président, ou son représentant,

Ce qui suit :

PREAMBULE

Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier, élaboré conformément au dossier type prévu à l'annexe I du RGA relatif au NPNRU, examiné par le comité d'engagement de l'ANRU du 6 octobre 2016.

Le présent protocole de préfiguration, sur lequel s'engagent les parties, en reprend les principales caractéristiques :

Le Contrat de ville de l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) a été signé le 9 juillet 2015 par l'État, l'Agglomération, la Ville de Compiègne et l'ensemble des partenaires impliqués dans la démarche. Il constitue le document cadre de la stratégie politique de la ville à déployer sur le territoire de l'agglomération et en particulier sur ses **trois nouveaux quartiers prioritaires de la ville (QPV)**.

Le travail de diagnostic territorial mené préalablement à la signature du Contrat de ville de l'ARC a conduit l'ensemble des acteurs à identifier une problématique structurelle : **alors que l'agglomération présente un dynamisme important, notamment en termes de développement économique et de rayonnement culturel, les populations de ses trois quartiers prioritaires restent à l'écart de ce mouvement.** Ce constat a conduit à poser le diagnostic d'un **risque élevé d'apparition d'un territoire à deux vitesses**, au sein duquel une partie de la population bénéficierait pleinement du dynamisme économique du Compiégnois tandis qu'une autre serait durablement en décrochage. Ce constat s'est traduit par la mise en avant, dans le Contrat de ville, de la médiation sous toutes ses formes, afin de raccrocher les habitants aux dynamiques existantes, qu'elles soient de nature urbaine, économique ou sociale.

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » du Contrat de ville intercommunal fixe les grandes lignes des interventions urbaines à mener dans les trois quartiers prioritaires de l'agglomération. **Deux d'entre eux ont été retenus au titre de l'intérêt national pour bénéficier du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain** (NPNRU). Les nouveaux projets urbains élaborés dans ce cadre doivent répondre aux orientations stratégiques et aux objectifs opérationnels du Contrat de ville. Les deux quartiers prioritaires concernés sont :

- **1/ Le quartier du Clos des Roses**. Ce quartier a bénéficié du premier programme de rénovation urbaine à compter de 2007 ; le projet est en cours d'achèvement. Ce PRU a permis des avancées opérationnelles majeures sur la partie sud du quartier, occupée par le patrimoine de l'OPAC de l'Oise. Cependant, il nécessite encore des interventions significatives dans sa partie nord, occupée par le patrimoine de Picardie Habitat. Il s'agit également de prolonger la réflexion urbaine stratégique initiée par le PRU sur ce secteur, en tirant les enseignements du Plan stratégique local réalisé sur ce quartier (cf. annexe 6 – plan masse PRU1).
- **2/ Le quartier de la Victoire.** Ce quartier prioritaire est en réalité scindé en deux secteurs (la Victoire proprement dite et les Maréchaux). Bien qu'inclus dans l'ancienne ZUS qui comprenait également le Clos des Roses et d'autres franges, la Victoire n'a pas bénéficié du PRU. Aujourd'hui, il est donc nécessaire de bien mesurer les dysfonctionnements majeurs de ce quartier moins connu et de développer une réflexion urbaine stratégique à 10-15 ans. Son classement au sein des nouveaux quartiers prioritaires constitue un signal d'alerte sur la disqualification sociale en cours d'une partie importante des résidents de la Victoire. Il incite à développer une politique ambitieuse sur un quartier qui bénéficie encore d'une certaine attractivité résidentielle, en confortant son potentiel.

Le NPNRU devra par ailleurs veiller à la cohérence entre les interventions sur les deux QPV du Clos des Roses et de la Victoire, extrêmement proches géographiquement, et qui devront être mieux articulés entre eux par la confortation de la polarité que devrait constituer le centre du Puy du Roy.

Le présent protocole concerne uniquement les quartiers d'intérêt national retenus par l'ANRU, c'est-à-dire le Clos des Roses et la Victoire. Il ne porte pas directement sur le troisième quartier relevant de la politique de la ville, dénommé **Vivier Corax**, qui présente pourtant sur son territoire de nombreuses problématiques économiques, sociales et urbaines. Ce nouveau quartier prioritaire de la politique de la ville, situé en dehors de l'ancienne ZUS, n'a pas été retenu par l'ANRU comme quartier d'intérêt national ou régional. Il sera cependant indirectement abordé dans certaines études car la Ville de Compiègne, au titre de la stratégie ITI[1] de l'ARC, souhaite y conduire des études ambitieuses préalablement à la requalification de ce qui apparaît comme la porte d'entrée sud de la ville de Compiègne. Ces travaux auront un impact direct sur le réseau notamment commercial, serviciel et économique des deux quartiers d'intérêt national. Le protocole ne porte pas non plus sur le square de l'Écharde, quartier très paupérisé et à l'image dégradée nécessitant une intervention urbaine ambitieuse de la part de l'OPAC de l'Oise, de la Ville de Compiègne et de l'ARC. Ce square est enclavé dans un quartier de Bellicart en pleine recomposition (mutation des emprises industrielles, gentrification favorisée par la proximité du centre-ville et le caractère très majoritairement individuel de l'habitat). Cependant, sa population étant inférieure à 1 000 habitants, le secteur de l'Écharde n'a pas été inscrit dans la nouvelle géographie prioritaire.

C'est donc la **mise en liaison de l'ensemble des trois QPV**, en lien avec leur ouverture sur l'ensemble de la ville et de l'agglomération, qui doit permettre de mettre en cohérence les zonages de la politique de la ville, assez artificiels dans le cas de Compiègne, au sein d'un véritable corps urbain (voir annexe 1).

[1] Appel à projets Investissement Territorial Intégré (ITI) intitulé « Contribuer au développement d'une approche urbaine intégrée, durable et solidaire », lancé par la Région Picardie dans le cadre du FEDER 2014-2020

LES DEFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme de travail » ou « programme »** est constitué de l'ensemble des opérations d'ingénierie, et le cas échéant d'investissement, du protocole de préfiguration approuvées par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU, ou par délégation par le délégué territorial de l'ANRU, qu'elles soient financées ou non par l'ANRU.

- **L'« opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les concours financiers de l'ANRU**, programmés au sein d'un protocole de préfiguration des projets, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'ANRU, et le cas échéant sous la forme de prêts bonifiés autorisés par l'ANRU et distribués par Action Logement, conformément aux modalités prévues dans les règlements de l'ANRU relatifs au NPNRU et dans la convention tripartite État - ANRU - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

ARTICLE 1. QUARTIERS D'INTERVENTION

Le protocole de préfiguration liste les quartiers ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'ANRU, sur le territoire de l'Agglomération de de la Région de Compiègne :

- Les quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :
  - ✓ Clos des Roses – QP 060007 – commune de Compiègne – Département de l'Oise
  - ✓ La Victoire - QP 060008 – commune de Compiègne – Département de l'Oise

Article 1.1. Les quartiers prioritaires éligibles au NPNRU : des poches de concentration des difficultés sociales, économiques et urbaines au cœur de l'Agglomération de la Région de Compiègne

N.B. : les éléments de contexte de l'agglomération et des quartiers prioritaires (notamment les quartiers éligibles NPNRU) sont détaillés dans le dossier de présentation du protocole. Par ailleurs, les éléments synthétiques de contexte présentés ci-dessous portent sur les trois quartiers prioritaires de l'ARC.

Les deux quartiers éligibles au NPNRU sont situés à proximité immédiate l'un de l'autre. Ils sont tous deux localisés à Compiègne, la ville-centre de l'agglomération, entre deux pôles d'activités majeurs que sont le centre-ville de Compiègne et la ZAC de Mercières et bordés par deux éléments paysagers structurants, l'Oise et la forêt (voir annexe 2).

Malgré ces atouts « géographiques », le Clos des Roses et la Victoire concentrent des difficultés sociales, économiques et urbaines. Ils s'inscrivent dans la commune de Compiègne qui présentent des indicateurs sociaux économiques plus dégradés que le reste de l'agglomération. On constate que le taux de chômage est plus élevé à Compiègne (15% de la population active en âge de travailler en 2011) qu'aux échelles intercommunale (13%) et départementale (13%). Dans les quartiers prioritaires, le taux de chômage varie entre 20% et 30%. En outre, on constate que la commune de Compiègne n'enregistre que 54% de foyers fiscaux imposables tandis que 59% des foyers sont imposables à l'échelle intercommunale et 60% à l'échelle du département de l'Oise.

Par ailleurs, la ville de Compiègne enregistre une part de logement social plus élevée (30% des logements) qu'aux échelles intercommunale (23%), départementale (18%) et régionale (16%) ; elle compte aussi plus 80% des logements sociaux de l'agglomération. Au sein de la ville de Compiègne, près de 90% des logements sociaux se localisent dans l'ancienne Zone Urbaine Sensible (Clos des Roses / La Victoire).

Article 1.2. Focus sur le volet urbain : potentiels et faiblesses des quartiers prioritaires éligibles au NPNRU

N.B. : Au sein de chacun des quartiers, on distingue des sous-secteurs qui renvoient au fonctionnement urbain même des quartiers. Des cartes commentées placées en annexes 2.1 et 2.2 présentent ces sous-secteurs auxquels il est fait référence dans la suite du protocole.

LE CLOS DES ROSES	
Potentiels / Points d'appui	**Faiblesses**
▪ Un parc d'habitat social amélioré et dé-densifié dans le cadre du PRU 1 (quoique sur un périmètre restreint) ▪ La présence d'une copropriété introduisant une diversité d'habitat ▪ Un bailleur engagé dans une démarche d'adaptation au vieillissement ▪ Un niveau d'équipements important ▪ Un consensus sur la nécessité de démolir les 3 bâtiments de la résidence étudiante OSICA-CROUS dans les meilleurs délais ▪ L'existence d'un important foncier disponible une fois démolies trois résidences étudiantes ▪ La proximité de ce foncier avec une voie majeure d'accès au centre-ville, ayant vocation à être requalifiée en boulevard urbain	▪ Un décalage entre le secteur ayant bénéficié du PRU 1 et le reste du quartier (en termes d'habitat, de trame viaire, d'aménagements des espaces extérieurs) ▪ Une diversification de l'habitat qui reste limitée ▪ Des copropriétés peu connues ▪ Des centres commerciaux fragilisés ou sous-exploité ▪ Un risque majeur de voir les services publics quitter ce quartier (CPAM, CAF). ▪ Des problématiques d'insécurité persistantes, liées à certains aménagements urbains, à un manque de délimitation des espaces ou à la vacance (centre commercial du Puy du Roy, résidence étudiante OSICA-CROUS…) ▪ Un risque majeur de squat et d'enkystement des trafics si les résidences étudiantes ne sont pas démolies dans les plus brefs délais ▪ Un manque de liaisons inter-quartiers ▪ Un déficit particulièrement marqué d'offre de soins de premier recours

LA VICTOIRE	
Potentiels / Points d'appui	**Faiblesses**
▪ Un quartier qui bénéficie encore d'une image plutôt positive ▪ Des équipements, facteurs de lien social important, qui rayonnent au-delà du quartier ▪ La présence de deux centres commerciaux, au cœur et en bordure du quartier ▪ La présence de l'OPAC, seul bailleur social labellisé Habitat Senior Services en Picardie	▪ Des équipements qui se dégradent, risquant de perdre le rayonnement communal, voire intercommunal faute d'amélioration ▪ Un quartier où l'habitat est quasiment uniquement social ▪ Une déqualification progressive du secteur des Maréchaux, qui ne bénéficie pas d'une conception aussi qualitative que la Victoire « historique » (dégradation de l'état de l'habitat, trame viaire peu lisible) ▪ Un centre commercial situé à proximité sous-exploité (le Puy du Roy) ▪ Un manque de liaisons inter-quartiers ▪ Un déficit particulièrement marqué d'offre de soins de premier recours

Les quartiers du Clos des Roses et La Victoire présentent des difficultés spécifiques à chacun mais également des problématiques communes (notamment liées à leur proximité géographique) :

- Un parc d'habitat qui reste peu diversifié et présentant des différences de qualité du bâti
- Un déficit d'offre de soins de premier recours
- Un centre commercial et de services (Puy du Roy) aujourd'hui sous-exploité
- Un manque de liaisons entre les quartiers et leur environnement (intégration)

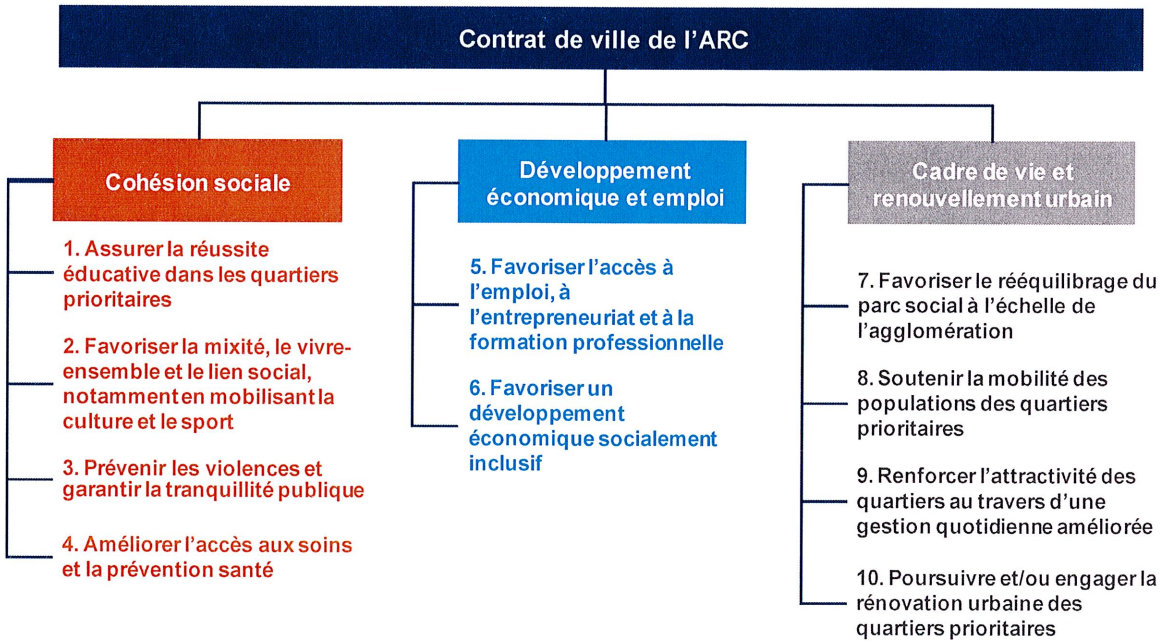
ARTICLE 2. OBJECTIFS POURSUIVIS DANS LES QUARTIERS VISÉS AU PRESENT PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

Article 2.1. Orientations stratégiques du Contrat de Ville

Le contrat de ville de l'Agglomération de la Région de Compiègne constitue l'un des éléments du cadre stratégique structurant le développement du territoire intercommunal. Il a ainsi vocation à s'articuler avec :

- Le projet de territoire appuyé sur le Contrat Territorial d'Objectifs entre l'Association du Pays Compiégnois et la Région Picardie
- Le SCOT de l'ARC
- Le PLUi valant PLH (en cours d'élaboration)
- La stratégie intégrée de l'ARC inscrite dans la convention ITI Région / ARC au titre du PO FEDER / FSE 2014-2020

En lien avec les stratégies portées par l'ensemble de ces documents et pour répondre aux enjeux mis en lumière par le diagnostic territorial, le contrat de ville , notamment le risque d'un territoire à deux vitesses, **les acteurs du territoire ont retenu et inscrit au contrat de ville la stratégie suivante, déclinée en 10 orientations stratégiques :**



Le Contrat de ville de l'ARC, et plus spécifiquement son volet urbain, pose ainsi les premiers jalons de l'intervention urbaine à mener dans les quartiers prioritaires à travers les orientations stratégiques suivantes :

- **Améliorer les équilibres de mixité sociale à l'échelle de l'agglomération et au sein des quartiers, dans les parcs sociaux et privés**
  - ·Améliorer les équilibres de mixité sociale du parc existant
  - ·Intégrer la problématique de mixité sociale dans la production neuve (PLUi)
- **Faire des quartiers une vitrine de la ville durable**
  - ·Intervenir sur les espaces publics et privés et mettre en place des dispositifs de GUP pour accompagner l'évolution des usages et pratiques
  - ·Améliorer le confort thermique des logements et ainsi réduire les charges locatives
  - ·Renforcer l'offre de services et maintenir le tissu commercial dans les quartiers prioritaires (notamment en lien avec la dynamique induite par le futur déplacement de l'Intermarché de Royallieu situé à la limite immédiate du QPV Vivier-Corax)
- **Soutenir la mobilité des populations des quartiers prioritaires**
  - ·Renforcer l'accessibilité en transport en commun au sein de l'agglomération
  - ·Développer l'usage des modes actifs
  - ·Créer les conditions d'une mobilité accrue et durable grâce à une intermodalité renforcée et une meilleure information
- **Poursuivre/ Engager la rénovation urbaine des quartiers prioritaires**
  - ·Poursuivre la transformation urbaine au Clos des Roses
  - ·Engager la transformation urbaine à la Victoire, en particulier sur le confort énergétique des logements
  - ·Engager la rénovation urbaine de Vivier-Corax afin de mieux intégrer le quartier dans le territoire intercommunal
  - ·Engager une étude de faisabilité socio urbaine pour une intervention sur l'Écharde

Concernant plus spécifiquement les quartiers éligibles au NPNRU, le contrat de ville s'est donné pour ambition que le Clos des Roses et La Victoire deviennent des « vitrines de la ville durable ». Il s'agira bien de renforcer la vocation résidentielle de ces quartiers, en développant leur attractivité pour tous, à la fois par le biais d'outils innovants, mais aussi en renforçant les équipements et services de proximité, du cadre de vie et de la mobilité et les liens avec les pôles structurants de la Ville et de l'ARC. Cette volonté avait justifié la candidature de l'ARC et de la Ville au PIA « Ville et territoires durables » et à l'appel à projet « Innover + » sur le quartier du Clos des Roses. La dynamique partenariale initiée alors avec Picardie Habitat et l'UTC, notamment sur la thématique de l'adaptation du logement social au vieillissement, sera un point d'appui pour la future convention de renouvellement urbain.

Il est à noter que l'ARC a intégré à ce titre le « Club ANRU+ », ce qui devrait lui permettre, via un échange d'expériences et des conseils techniques de l'ANRU, d'enrichir son projet urbain et, si possible, en fonction des financements complémentaires que permettrait une modulation des aides au titre du règlement financier de l'ANRU, de mettre en œuvre des solutions innovantes.

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

A l'appui des potentiels et des faiblesses de chaque quartier, des enjeux qui en découlent, du contexte compiégnois et du projet de territoire dans lesquels le Clos des Roses et La Victoire s'inscrivent, on a défini pour chacun des deux quartiers, une vocation à horizon 10-15 ans. Ces vocations ont ensuite été approfondies pour identifier les axes d'intervention urbaine, déclinés en objectifs opérationnels par quartier.

Vocation du Clos des Roses

Vers un quartier apaisé, avec une situation géographique et une offre de logements et de services privilégiées et attractives

Malgré le PRU1 et son bilan positif, le Clos des Roses reste encore un quartier « d'habitat social » (68% de logements sociaux). Il est aussi le plus marqué par des phénomènes de stigmatisation, qui engendre des taux de refus toujours élevés.

Le PRU 1 avait vocation à développer une nouvelle dynamique au quartier du Clos des Roses, en construisant un projet de rénovation urbaine en lien étroit avec la ZAC du Camp de Royallieu, afin que ce quartier devienne un quartier résidentiel de qualité, mixant les typologies de logement d'habitation, avec des équipements de quartiers et services de proximité renforcés et un cadre de vie amélioré par une approche urbaine et architecturale de qualité, et en favorisant les liaisons douces.

L'enjeu pour le quartier du Clos des Roses est bien de poursuivre le travail engagé au Clos des Roses sud, au niveau du Clos des Roses nord. Il s'agit donc de faire évoluer ce quartier d'envergure, pour qu'il révèle ses atouts pour devenir un quartier résidentiel attractif, à proximité directe de pôles structurants de l'agglomération. L'ambition du territoire est que ce quartier puisse faire partie d'un ensemble plus large constituant un pôle d'attractivité secondaire au niveau de la ville et de l'agglomération.

Vocation de La Victoire

Vers un quartier résidentiel renouvelé, s'appuyant sur un bâti de qualité, une bonne connexion aux pôles structurants et un cadre de vie préservé

Ce quartier se révèle moins marqué par les problématiques de stigmatisation que le quartier du Clos des Roses. Néanmoins, on constate de nombreuses dégradations au niveau du bâti et des voiries. Il apparait de plus en plus dégradé et moins adapté aux exigences de confort actuelles (énergétiques, insonorisation, accès PMR...). De plus, des problématiques d'insécurité et d'incivilité apparaissent aujourd'hui, et les anciens locataires, vieillissants (jusqu'à 25% de plus de 60 ans sur l'un des sous-secteurs du quartier), sont pour certains dans l'obligation de partir au vue de la non accessibilité des logements. Ce quartier est aussi marqué par la plus forte proportion de familles monoparentales des quartiers prioritaires de Compiègne.

Sans intervention de l'ANRU, on peut craindre que ce quartier, à 10-15 ans, se dégrade fortement pour ses habitants et qu'il devienne par conséquent un quartier réellement stigmatisé. **Il s'agit donc, dans une démarche préventive, d'intervenir de manière suffisamment précoce et ambitieuse pour sortir ce quartier de la liste des QPV d'intérêt national.**

Définis à partir des vocations des quartiers, les axes d'intervention urbaine et leur déclinaison en objectifs opérationnels, par quartier, sont présentés ci-dessous et traduit spatialement sur les cartes positionnées en annexe 3.1 et 3.2.

LE CLOS DES ROSES : **Axes d'intervention et objectifs opérationnels**

- **Renforcer l'attractivité et l'ouverture du quartier par les espaces publics / partagés**

  ·**Améliorer l'intégration du quartier dans son environnement** : la réflexion autour de la trame viaire et de la reconfiguration de la domanialité sera menée dans le cadre d'une étude urbaine, en lien avec les aménagements permettant un développement des modes actifs (pistes cyclables, etc.) et notamment avec le pôle intermodal Guy Denielou. La réflexion portera également sur les possibilités de pacifier la circulation de la pénétrante, notamment pour favoriser les déplacements entre le quartier du Clos des Roses et la Plaine des Sports.

  ·**Améliorer la mobilité durable au sein du quartier ainsi que son accessibilité en renforçant notamment l'usage des modes actifs** : le développement des modes actifs (pistes cyclables à développer, signalétiques, système de location de véhicules, mais aussi le pôle intermodal Guy Denielou à proximité du quartier) devrait permettre de renforcer l'attractivité du quartier, tout en limitant l'usage de la voiture pour ses résidents. Les conséquences en termes de gestion urbaine seraient tout aussi positives. L'enjeu est d'adapter la desserte des bus et autres modes actifs, pour que les riverains aient un usage moins important de la voiture.

  ·**Respecter l'environnement et renforcer la biodiversité** : en s'appuyant sur l'existant et notamment sur les réalisations du PRU 1 (prolongement de la coulée verte au sein du quartier), il s'agira d'étudier les possibilités d'aménagement des espaces verts (bords de l'Oise, parc, pieds d'immeubles...), en intégrant une dimension durable, favorisant la biodiversité et l'adaptation au changement climatique.

- **Poursuivre l'amélioration de la qualité du bâti en l'accompagnant d'une diversification sociale**

  ·**Améliorer la qualité du bâti public et privé** (bâti dégradé, logements ne répondant pas aux normes énergétiques), en particulier sur le Clos des Roses 2.

  ·**Renforcer la diversification sociale du quartier et permettre des parcours résidentiels**, notamment à travers la gestion du peuplement et la diversification de l'offre de logements : la démolition de la résidence étudiante OSICA-CROUS, sur laquelle l'ensemble des partenaires s'accordent, apparaitra comme un levier supplémentaire dans les possibilités offertes à la reconstitution d'une offre de logements diversifiée.

  ·**Assurer le maintien des résidents âgés dans le quartier**, notamment dans le nord du Clos des Roses où ils sont particulièrement présents, via une politique d'adaptation des logements au vieillissement.

- **Développer la mixité fonctionnelle du quartier**

  ·**Conforter le centre du Puy du Roy** en le réhabilitant et réaménageant ses abords, pour qu'il retrouve une attractivité pour les habitants du quartier et des environs, et puisse avoir une nouvelle image, en lien avec ses structures voisines que sont l'espace J. Legendre et la CPAM.

  ·**Soutenir l'attractivité des commerces de proximité existants** : le pôle commercial rue A. Dumas, à proximité du centre social municipal et en lien avec le marché, pourra faire aussi l'objet d'un accompagnement/ aménagement de ses abords, pour une attractivité renforcée.

·**Développer et rendre accessible une offre de services adaptée aux besoins de la population** : l'installation de professionnels de santé, avec des locaux adaptés et attractifs (prix/ offre de service) est d'ores et déjà à l'étude. Par ailleurs, il s'agirait d'étudier l'installation au Clos des Roses de maisons d'assistantes maternelles, et, éventuellement, d'y implanter le réseau d'assistante maternelle de l'ARC (création en janvier 2018). Cela permettrait de professionnaliser les nombreuses assistantes maternelles présentes sur ce QPV tout en y faisant venir des employeurs issus de l'ensemble de la ville. Enfin, l'un des enjeux pour le quartier est de maintenir sur place les services à la population existants, notamment la CPAM, après le départ récent de la CAF.

·**Réhabiliter et faciliter l'appropriation des équipements du quartier :** Le quartier est relativement bien doté en équipements. Il s'agira de définir une stratégie de valorisation/ réhabilitation de ces équipements, en renforçant leur positionnement en termes de centralité, et des fonctions attribuées (équipements sportifs, centre municipal et centre de rencontre, Bibliothèque Mourichon en lien avec le pole du Puy du Roy notamment).

LA VICTOIRE : Axes d'intervention et objectifs opérationnels

- **Moderniser l'offre de logements en améliorant la qualité énergétique et le confort, et permettre une diversification sociale**

  ·**Mettre en conformité les logements avec les exigences énergétiques**, accroitre le confort et adapter l'offre de logement à la population du quartier. Plus particulièrement, l'enjeu de rénovation énergétique est ici prégnant, de par la difficulté d'intervenir sur ces logements de petites surfaces, en termes d'isolation. Un diagnostic relatif à la rénovation énergétique, et de solutions adaptées sera une étape incontournable dans le cadre de la phase de préfiguration. De plus, la stratégie d'intervention relative à l'accessibilité aux immeubles (sans ascenseurs, et avec des marches dès la porte d'entrée, en lien avec la politique de peuplement) sera aussi posée dans le cadre de la préfiguration.

  ·**Préserver la qualité architecturale du quartier** : le travail de réfection du bâti vieillissant est ainsi à repenser, tout en conservant et valorisant sa qualité architecturale qui lui est propre (petits immeubles en pierre de taille).

- **Renforcer et ouvrir les centralités du quartier**

  ·**Améliorer le fonctionnement du centre commercial du quartier :** le centre commercial de la Victoire avec ses petits commerces et ses services à proximité (halte-garderie) constitue le cœur du quartier de la Victoire. Aujourd'hui vieillissant, il bénéfice toujours d'une fréquentation de proximité. Il s'agira bien de s'appuyer sur cette dynamique pour s'interroger sur la stratégie commerciale à développer dans ce cadre, en lien avec les travaux de réhabilitation qui apparaissent aujourd'hui nécessaires.

  ·**Réhabiliter et ouvrir les équipements du quartier** dont notamment le Centre de Rencontres de la Victoire, situé à côté du cimetière militaire, qui constitue une coupure urbaine importante. Sa réfection, et son ouverture au quartier et au-delà, sont à repenser, en lien avec le lycée Mireille Grenet et le centre municipal d'un côté, et le groupe solaire Robida de l'autre.

- **Améliorer la connexion du quartier au reste de l'agglomération.**

  ·Revaloriser les entrées de quartier : repenser les entrées de quartier s'avérera aussi déterminant concernant l'image et l'attractivité du quartier dans les années à venir :

- **Bd St Joseph – Rue Maréchal French :** cette zone à proximité immédiate du cimetière militaire, et de l'école Robida a une fonction mal définie (terrain goudronné). La revalorisation de cet espace est à repenser, pour une entrée de quartier attractive, à quelques pas de la bibliothèque Mourichon et du centre commercial du Puy du Roy.
- **Entrée de quartier Rue de Paris :** une réflexion sera à mener dans le cadre de la préfiguration sur cette entrée dans le quartier, en lien avec la trame viaire et le positionnement des immeubles. Certaines entrées pourraient être retournées, en cherchant une ouverture accrue et un décloisonnement de ce quartier.

- **Améliorer la lisibilité et l'animation des espaces intermédiaires :** le questionnement du cheminement viaire et piéton, aujourd'hui peu lisible sera à aborder lors des études. Celui du stationnement, mais aussi la proposition de développer d'autres modes actifs seront développés, pour renforcer l'ouverture et la lisibilité des espaces sur ce quartier (en lien avec les pôles structurants à proximité). Un focus plus particulier sur les possibilités d'ouverture du quartier à travers une redéfinition de la trame viaire entre le square du colonel Driant et le Boulevard Saint Joseph sera aussi étudié. Cette ouverture permettrait de lutter contre des trafics et squats présents à cet emplacement.
- **Aménager des espaces publics de qualité permettant un renforcement de la biodiversité :** Enfin, la préservation et l'amélioration de la qualité environnementale du quartier, dans les aménagements mis en place et leur gestion sera abordée dans ce cadre. Cette préoccupation est d'autant plus forte et pertinente, que le quartier de la Victoire se situe en bordure de la forêt domaniale de Compiègne, ce qui constitue là aussi un atout pour le cadre de vie de ce quartier. Il s'agira aussi de développer et conforter les squares situés en pied d'immeuble qui constituent une spécificité de ce quartier

Article 2.3. Synthèse de l'articulation entre les enjeux, les premiers axes d'intervention urbaine et les besoins d'études, par quartier

LE CLOS DES ROSES				
	Habitat & peuplement	**Activités économiques**	**Attractivité et mobilités**	
PRINCIPAUX ENJEUX	-Comment poursuivre la diversification de l'offre d'habitat, amorcée dans le PRU 1 ? Peut-on envisager une « diversification de l'occupation du parc social »? >Quel potentiel de diversification sur le foncier qui serait libéré par la démolition de la résidence étudiante OSICA-CROUS ? >Quelle articulation de cette potentielle diversification avec le fait qu'une partie du parc social n'ait pas été réhabilité ? Comment intégrer les copropriétés privées au projet urbain ?	-Quel positionnement des différents centres commerciaux du Clos des Roses (en lien avec celui de la Victoire) ? -Quelle organisation pour assurer le maintien, voire le développement, d'une offre de commerces et de services dans le quartier ? -Comment répondre au déficit d'offre de soins de premier recours ? Quels moyens pour favoriser l'installation de praticiens dans ou à proximité du quartier ?	-Quelles réponses urbaines aux problématiques d'insécurité / d'usages déviants de certains espaces ? >Quelles modalités pour assurer la démolition de la résidence OSICA-CROUS et mettre fin aux graves problèmes d'insécurité associés ?	-Comment assurer l'intégration de l'ensemble du quartier dans son environnement ? -Au-delà du réseau de bus, comment favoriser la mobilité des habitants ?
PREMIERS AXES D'INTERVENTION URBAINE	**→Poursuivre l'amélioration de la qualité du bâti en l'accompagnant d'une diversification sociale**	**→Développer la mixité fonctionnelle du quartier (commerces, services, équipements, offre de soins)** **>Conforter le CC du Puy du Roy**	**→Renforcer l'attractivité et l'ouverture du quartier par les espaces publics partagés**	**→Renforcer l'attractivité et l'ouverture du quartier par les espaces publics partagés (trame viaire, modes actifs)**
ETUDES A REALISER **(Voir Article 4 / Programme de travail du protocole)**	· Étude stratégique de peuplement et de diversification immobilière et sociale de l'habitat · Diagnostic social et patrimonial des copropriétés privées	· Étude commerciale · Étude de potentiel en immobilier d'entreprises · Étude juridique et foncière sur le centre commercial du Puy du Roy · Étude sur l'offre de santé et l'accès aux soins · Étude stratégique de requalification du patrimoine public	· Étude des usages sociaux et spatiaux	· Diagnostic et étude de stratégie globale de mobilité
	Étude urbaine du Clos des Roses 2 et de la Victoire			

LA VICTOIRE			
	Habitat & peuplement	**Activités économiques**	**Attractivité et mobilités**
PRINCIPAUX ENJEUX	-Comment valoriser le bâti de la Victoire historique ? -Comment prioriser l'amélioration du parc de logements, notamment sur le secteur des Maréchaux ? Quel potentiel de diversification ? -Comment capitaliser sur la démarche engagée par le bailleur pour l'amélioration de la performance énergétique des logements et l'adaptation au vieillissement ?	-Quel positionnement du centre commercial de la Victoire par rapport au centre du Puy du Roy à proximité ? -Comment garantir le maintien de l'attractivité de certains équipements phares du quartier? -Comment répondre au déficit d'offre de soins de premier recours ? Quels moyens pour favoriser l'installation de praticiens dans ou à proximité du quartier ?	-Comment assurer l'intégration de l'ensemble du quartier dans son environnement ? -Au-delà du réseau de bus, comment favoriser la mobilité des habitants ?
PREMIERS AXES D'INTERVENTION URBAINE	**→Moderniser l'offre de logements en améliorant la qualité énergétique et le confort, et permettre une diversification sociale**	**→Renforcer et ouvrir les centralités du quartier (centre commercial, équipements)**	**→Améliorer la connexion du quartier au reste de l'agglomération**
ETUDES A REALISER **(Voir Article 4 / Programme de travail du protocole)**	· Étude stratégique de peuplement et de diversification immobilière et sociale de l'habitat	· Étude commerciale · Étude de potentiel en immobilier d'entreprises · Étude sur l'offre de santé et l'accès aux soins · Étude stratégique de requalification du patrimoine public	· Diagnostic et étude de stratégie globale de mobilité · Étude des usages sociaux et spatiaux
	Étude urbaine du Clos des Roses 2 et de la Victoire		

ARTICLE 3. POINTS D'ATTENTION ET DEMANDES D'APPROFONDISSEMENT SOUHAITÉES PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

Le projet de protocole de préfiguration de l'Agglomération de la Région de Compiègne a été examiné dans sa globalité le 6 octobre 2016 par les membres du comité d'engagement de l'ANRU, puis une seconde fois le 26 juin 2017 lors d'un comité d'engagement exceptionnel traitant spécifiquement le sujet du pré-conventionnement de la démolition de la résidence étudiante du Clos des Roses.

a) Remarques générales / demandes des partenaires (CE du 6 octobre 2016)

La présentation du dossier du protocole de l'ARC par le porteur de projet a été appréciée par les partenaires. Le fait de ne pas avoir d'intentions très précises sur le futur projet urbain en amont des études à mener a été plutôt considéré comme un atout, dans la mesure où le porteur de projet met ensuite l'ensemble des moyens à disposition pour coordonner et suivre les études, afin d'en dégager un projet ambitieux de transformation des quartiers, en lien avec les premières orientations stratégiques envisagées.

Le bilan du PRU 1 et les enseignements tirés notamment de la diversification de l'habitat sont très utiles pour engager une réflexion pragmatique dans le temps du protocole.

S'agissant du futur projet urbain, les partenaires ont attiré l'attention du porteur de projet sur la nécessité d'avoir une meilleure lisibilité des liaisons urbaines intra et inter-quartier, et du niveau de transformation de la maille viaire envisagée, afin de répondre à l'objectif de désenclavement des quartiers et de raccrochement des deux quartiers. Les intentions de connexions entre équipements et secteurs d'habitat notamment, illustrées par des flèches sur les cartographies caractérisant les premières orientations urbaines, devront être matérialisées dans le temps des études, ce qui nécessitera peut-être des démolitions de logement, y compris à la Victoire.

- **Stratégie & politiques d'agglomération**

Le bilan du PLH 2009-2015 est bien présenté et semble compatible avec les orientations du SCOT. Cependant, le bilan montre que les objectifs ambitieux n'ont pas été atteints.

Les partenaires notent avec satisfaction que le porteur de projet s'engage dans un rééquilibrage de l'offre sociale à l'échelle de l'agglomération (la ville-centre concentre 80 % du parc locatif social de l'agglomération), même si celui-ci semble se faire difficilement et très progressivement (90 % des logements sociaux de la Ville-Centre se localisent dans l'ancienne ZUS Clos des roses/la Victoire).

À ce titre, les partenaires se demandent quelle place sera accordée à la politique de l'habitat dans le futur PLUi, avec quels objectifs de rééquilibrage de l'offre et de déconcentration du logement locatif social dans les QPV à moyen long terme ? Il est recommandé que ce document intègre les enjeux de mixité sociale dans les quartiers prioritaires. Ces points devront être approfondis pendant le temps du protocole, afin d'articuler la programmation habitat, en lien avec l'étude dédiée, et le futur volet du PLH, afin d'assurer une cohérence entre ces différentes stratégies.

Les partenaires ont noté la bonne déclinaison des stratégies du territoire en matière de développement économique et de services sur les quartiers avec l'inscription au programme de travail de trois études EPARECA (étude de potentiel en immobilier d'entreprises, étude commerciale et une plus spécifique sur le Puy du Roy), et d'une étude sur l'offre de santé et l'accès aux soins pour ces deux quartiers classés

par le ministère de la santé parmi les 25 quartiers prioritaires métropolitains où l'accès aux soins de santé primaires est le plus difficile.
À ce titre, l'EPARECA a confirmé en comité d'engagement sa volonté de poursuivre son intervention sur le centre commercial du Puy du Roy et d'accompagner la collectivité dans ses réflexions, au regard de son projet urbain, sur les centres commerciaux du Clos des Roses et de la Victoire. Concernant le centre commercial du Puy du Roy, la réduction de l'offre proposée sera visée afin de tenir compte de l'environnement concurrentiel. Un équipement culturel ou sportif pourrait être envisagé sur ce site.

Les partenaires seront vigilants à ce que le projet de renouvellement urbain de l'ARC œuvre en faveur d'un raccrochement des quartiers à la dynamique de développement économique de Compiègne afin d'attirer les salariés dans ces quartiers et de leur offrir des logements adaptés et un environnement attractif.

- **Stratégie habitat (marché de l'habitat, logement social, vision patrimoniale…)**

En matière de stratégie habitat, il est à noter l'inscription d'une étude globale, conformément aux recommandations de la RTP, intégrant un volet analyse du marché de l'habitat et potentiel de diversification, et un volet stratégie patrimoniale, sous maîtrise d'ouvrage intercommunale. Cette étude doit permettre d'avoir une vision stratégique d'ensemble et complémentaire sur l'habitat, afin de programmer pour les deux quartiers les requalifications du bâti, la programmation neuve, ou l'évolution de l'existant. Elle devra être menée de manière très articulée avec celle sur le peuplement, qui fait partie du marché d'AMO pour la mise en place d'une CIL et d'une CET.

Les partenaires sont satisfaits que cette étude ouvre toutes les possibilités d'intervention sur le patrimoine des bailleurs en termes de démolitions, restructuration lourde, réhabilitation… **même si cela doit faire évoluer la stratégie des bailleurs sur leur patrimoine. Cette étude devra nécessairement réinterroger, conforter, augmenter et/ou augmenter le plan stratégique de patrimoine des bailleurs, en conformité avec les objectifs incontournables du NPNRU.** Les partenaires soulignent en outre l'importance de rester ouvert sur la question des démolitions pendant le déroulement des études, afin de viser un niveau d'ambition pour la transformation des deux quartiers.

Le sujet de la reconstitution de l'offre sociale démolie doit également être intégré dans l'étude habitat (volume et taux de reconstitution, localisation, calendrier et phasage …). **L'étude devra préciser si ces opérations de reconstitution pré-identifiées peuvent participer au rééquilibrage de l'offre sociale au niveau de l'agglomération et si celles-ci se situent à proximité d'une desserte en transport en commun et des équipements publics.** La part de 60 % de PLAI devra également être respectée dans la reconstitution de l'offre démolie.

Par ailleurs, sur le volet diversification de l'habitat, compte tenu des **nombreux projets immobiliers à l'œuvre sur le territoire compiégnois**, dont un nombre certain est situé dans la ville-centre, **un phasage précis des opérations du volet habitat** (diversification mais aussi requalification des logements sociaux) dans le futur projet de renouvellement urbain sur les quartiers du Clos des Roses et de la Victoire devra nécessairement être opéré **afin de prendre en compte la concurrence sur les différents segments du marché et d'être en mesure d'assurer l'objectif de mixité sociale et de diversification résidentielle.**

La nécessité d'agir concomitamment sur les attributions et la déconcentration du logement locatif social dans les deux quartiers, via la convention d'équilibre territorial, a été rappelée par les partenaires comme un point d'attention à avoir tout au long de la conception et mise en œuvre du projet. Les travaux de la conférence intercommunale du logement devront favoriser les relations inter-bailleurs et la définition d'enjeux et d'objectifs mesurables en termes de rééquilibrage du peuplement.

Au niveau des enjeux sur l'habitat privé, le dossier présenté propose un diagnostic technique, social et de gestion sur les trois copropriétés (années 70) du quartier du Clos des Roses. L'outil de repérage des copropriétés fragiles indique que les trois copropriétés sont en famille B ou C pour l'une d'entre elles. Une

analyse plus fine de leur situation notamment dans le contexte d'un projet de renouvellement urbain apparait tout à fait propice. **Les scénarios d'accompagnement qui seront élaborés devront prendre en compte l'existence d'une plate-forme locale de la rénovation énergétique et étudier l'articulation possible avec l'OPAH lancée à l'échelle de l'agglomération. Un financement de l'ANAH à hauteur de 50 % pourra être sollicité avec un co-financement possible de la CDC jusqu'à 25 %.**

- **Vocation du quartier, orientations urbaines**

Le porteur de projet prévoit de conserver et de renforcer la vocation résidentielle des deux quartiers visés par le NPNRU, tout en travaillant sur la mixité fonctionnelle du Clos des Roses et notamment sur la question commerciale pour en faire un pôle d'attractivité secondaire de la ville de Compiègne.

Les vocations des quartiers à 10/15 ans et les premières orientations opérationnelles n'envisagent pas spécifiquement à ce stade une déconcentration du logement locatif social dans les deux quartiers (excepté par la démolition des résidences étudiantes du Clos des Roses). **Cet objectif de renforcement de la mixité sociale devra être approfondi par les études afin de définir l'ensemble des leviers (urbain, habitat, équipement...) par lesquels elle peut être atteinte.**

Sur le Clos des Roses (secteur nord), qui souffre d'une image très dégradée du fait d'une insécurité croissante et d'une détérioration du climat social, la perspective de démolition des résidences étudiantes est envisagée avec la volonté d'en faire un levier pour la diversification fonctionnelle ou de l'habitat dans le quartier.
Compte tenu des difficultés sur ce secteur, et des contraintes rencontrées au cours du PRU 1 pour faire aboutir les opérations d'accession sociale, **les partenaires suggèrent au porteur de projet de travailler, en parallèle de la définition du projet urbain, à une stratégie pour modifier l'image du quartier à moyen terme en identifiant les différents leviers d'attractivité qui feront qu'un projet de diversification pourrait être envisagé sur le site des résidences étudiantes.**

Les partenaires suggèrent à ce titre que l'ensemble des champs du projet de renouvellement urbain soit exploré afin de viser l'achèvement durable d'une transformation en profondeur du Clos des Roses, via notamment : une requalification lourde et innovante des logements, l'adaptation des logements à l'accueil de nouvelles populations dans les quartiers mais permettant aussi d'améliorer le parcours résidentiel des ménages résidents, l'aménagement de la trame viaire et des espaces publics favorisant la mutation du foncier, la qualification des espaces verts ou vides et le maillage des îlots, l'interconnexion avec le futur boulevard urbain au nord, l'amélioration, le maintien ou la création d'équipements publics et de proximité attractifs (en ayant une vigilance particulière sur le scolaire), et la restructuration des centres commerciaux.

Sur la Victoire, le parc social est jugé de nature assez qualitative, quoique présentant une nette différence entre le secteur des Maréchaux au nord-ouest de conception architecturale plus médiocre, avec des difficultés de lisibilité de la trame viaire et le secteur de la Victoire « historique » au sud-est dont le patrimoine est jugé de qualité (immeubles en pierre de taille) avec un cadre paysager plutôt agréable et des services de proximité. Peu d'investissements ont été réalisés ces dernières années sur la Victoire qui n'a pas bénéficié du PRU 1 et la dynamique de peuplement traduit bien une paupérisation du quartier (loyers les plus bas de la ville). Le porteur de projet note un enjeu d'approfondir la connaissance de ce quartier.

Des enjeux de désenclavement, de lisibilité interne de la trame viaire et d'ouverture des équipements sont identifiés pour ce quartier. **Les partenaires s'interrogent sur la traduction opérationnelle de ces objectifs sans qu'une intervention massive sur le parc social soit envisagée. Les partenaires rappellent donc l'importance d'obtenir un consensus partenarial (entre porteur de projet et maîtrises d'ouvrage) sur la nécessité d'intervenir, à court terme, de manière ambitieuse sur ce quartier**, afin de répondre à l'objectif de le sortir de sa situation de QPV à l'issue du NPNRU.

Les partenaires seront attentifs à ce que le projet de renouvellement urbain soit fortement articulé aux actions menées dans le cadre du contrat de ville, notamment sur les enjeux de sécurité, de réussite éducative, les actions en faveur des jeunes etc.

- **Gouvernance & conduite de projet**

La gouvernance et la conduite de projet présentées dans le dossier de présentation laissent présager d'une bonne articulation entre le Contrat de Ville, la Conférence intercommunale du logement et les projets de renouvellement urbain, qu'il faudra concrétiser dans le temps du protocole.

Le financement de deux postes (1,5 ETP) est demandé dans le cadre du protocole de préfiguration (responsable de la politique de la Ville – chargé d'opération RU), qui bénéficieront de l'appui de différentes missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO pilotage et mise en œuvre en phase de préfiguration, AMO concertation et communication, AMO pour la mise en place de la CIL). L'ensemble de ce dispositif fait l'objet d'un accord des partenaires pour un financement de l'ANRU. Les partenaires soulignent en effet le bon dimensionnement de la conduite de projet envisagée, compte tenu de la taille des quartiers visés par le NPNRU mais souhaitent que le recrutement du chargé d'opération dédié au renouvellement urbain soit rapidement effectif, avec un profil expérimenté (que les forfaits du règlement général de l'ANRU permettent), afin qu'il puisse pleinement participer à l'élaboration des cahiers des charges et au suivi des études du protocole. Son rôle sera d'autant plus important qu'il devra piloter plusieurs AMO. Il ne serait pas souhaitable que le calendrier des études soit décalé pour cette raison.

- **Programme de travail**

Dans l'ensemble, le programme de travail est bien dimensionné et explore la plupart des champs attendus par l'Agence dans le cadre des protocoles de préfiguration. Le dossier laisse présager d'une capitalisation importante des études précédemment menées sur le territoire et d'une intégration des quartiers en renouvellement urbain aux réflexions menées à l'échelle de l'agglomération (étude mobilité, copropriété...).

En matière de stratégie urbaine, l'étude urbaine apparaît bien dimensionnée et articulée au reste du programme de travail, notamment à celles sur les stratégies habitat et d'usage des différents espaces.

Points de vigilance des partenaires dans la mise en œuvre des études :

- L'étude stratégique de requalification du patrimoine public devra inclure un diagnostic des équipements scolaires des quartiers posant le plus de difficultés. Il est cependant à noter que l'ANRU n'interviendrait à terme que sur les projets de restructuration lourde d'équipements scolaires en lien avec le projet urbain, une stratégie de mixité scolaire et un projet éducatif spécifique associé.

- S'assurer que l'étude urbaine, qui démarre en même temps qu'un certain nombre d'études thématiques (études des usages sociaux et spatiaux, étude habitat et patrimoniale, étude mobilité et équipement public) soit bien articulée avec ces dernières et puisse intégrer au fur et à mesure de son déroulement les orientations et conclusions de ces études thématiques. L'AMO devra jouer ce rôle fort de coordination et de mise en cohérence du nombre important d'études.

Les partenaires seront attentifs au fait que le porteur de projet envisage a priori, à travers les études menées, le même niveau d'ambition et d'intervention pour une transformation en profondeur des deux quartiers, notamment sur le patrimoine bâti et la diversification de l'habitat.

b) Pré-conventionnement de la démolition de la résidence étudiante du Clos des Roses (CE du 26 juin 2017)

En Comité d'Engagement du protocole d'octobre 2016, les partenaires avaient reconnu l'urgence et la nécessité de cette démolition, d'un point de vue sécuritaire, patrimonial et urbain. Cependant, compte

tenu du montage juridique particulier de cette opération (bail emphytéotique jusqu'en 2024), le financement de cette démolition avait soulevé un certain nombre de questions liées aux engagements des parties au bail. En effet, le bail donnait certaines obligations à l'emphytéote à savoir la SA. OSICA (ESH), de remise en état des bâtiments à la fin du bail. Dans le cas d'une démolition, les droits et obligations des parties (État, SA. OSICA (ESH), CROUS) devaient donc être analysées.

C'est pourquoi les partenaires avaient souhaité la réalisation d'une étude d'analyse juridique et financière, sous maîtrise d'ouvrage intercommunale, afin d'étudier les conditions du financement de la démolition des trois bâtiments de la résidence étudiante. Cette étude a été réalisée et est financée dans le cadre du protocole de préfiguration.

Compte tenu de l'ensemble des éléments exposés, les partenaires ont confirmé lors du CE du 26 juin 2017 l'importance d'une démolition urgente de la résidence étudiante du Clos des Roses. Ils ont pris acte du calendrier exposé dans le protocole d'accord et souhaitent que les logements ne soient pas reloués aux étudiants à la prochaine rentrée 2017/2018.

Ils notent avec satisfaction que la proposition financière faite à l'issue de l'étude juridique et financière aboutisse à un plan de financement partenarial, illustrant l'engagement de chaque partie dans la résolution de cette difficulté, pour la transformation du quartier.

Les partenaires indiquent que le niveau et la localisation de la reconstitution de l'offre sociale démolie (offre de logements étudiants ou logement locatif social familial) devront être étudiés spécifiquement dans le temps des études du protocole, à la lumière d'une analyse fine du marché de l'habitat sur le territoire, et du projet de renouvellement urbain global. À cet effet, les opérations résidentielles résultant des sites de contreparties foncières accordées à la SA. OSICA (ESH) par l'ARC ne peuvent, à ce stade, être considérées par défaut comme des opérations de reconstitution de l'offre accordées par l'ANRU.

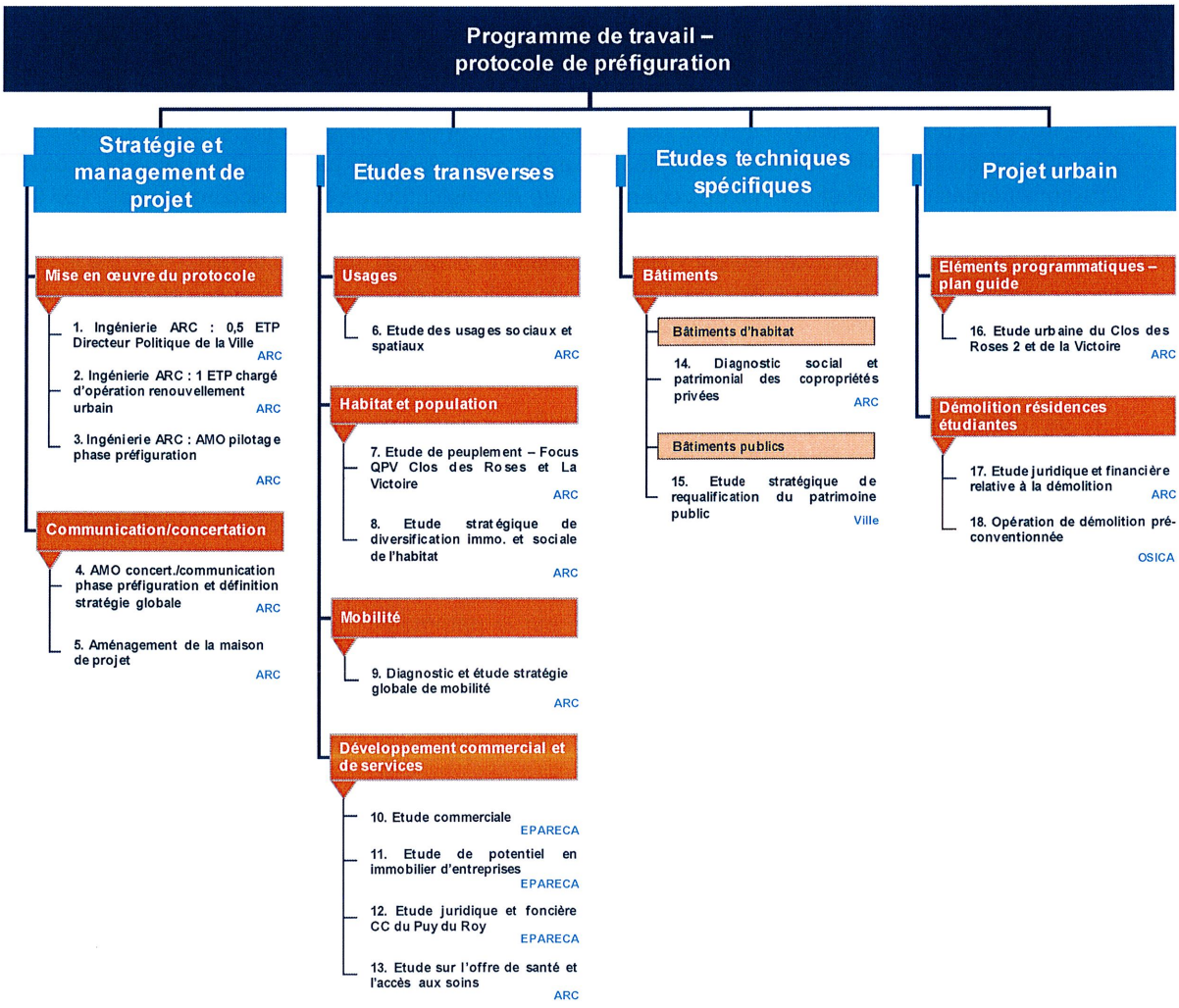
Les partenaires seront particulièrement vigilants, dans la conception du projet urbain, à ce que le site issu de la démolition de la résidence étudiante puisse accueillir une opération de diversification de l'habitat ou d'autres fonctions urbaines, suivant la vocation qui sera précisément donnée au quartier et à ce secteur dans le cadre des études du protocole.

Les partenaires souhaitent par ailleurs que les études prévues au protocole soient lancées sans plus tarder, d'autant plus que l'autorisation de démarrage des études avait été donnée à compter de la date du Comité d'Engagement du 6 octobre 2016. Ils rappellent un point de vigilance émis lors du Comité d'Engagement du protocole, à savoir que le porteur de projet s'assure de la cohérence du calendrier des études et de l'articulation des études entre elles. En effet, l'étude urbaine doit démarrer au même moment qu'un certain nombre d'autres études qui doivent l'alimenter (notamment l'étude habitat et patrimoniale mais aussi l'étude mobilité et l'étude sur le patrimoine public). Le recrutement du chef de projet est à ce titre très attendu pour accélérer la mise en œuvre du protocole.

ARTICLE 4. PROGRAMME DE TRAVAIL À RÉALISER AU TITRE DU PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

Afin de préparer au mieux le conventionnement ANRU des projets de renouvellement urbain sur les quartiers Clos des Roses 2 et la Victoire, l'Agglomération de la Région de Compiègne a établi en lien étroit avec ses partenaires un programme de travail en vue de la signature de la Convention de renouvellement urbain, incluant les moyens d'ingénierie nécessaires à la mise en œuvre du présent protocole et des modalités de concertation ambitionnées, et les études à réaliser pour la bonne définition programmatique et financière des projets urbains. Ces études, structurées dans le schéma ci-après, sont décrites aux pages suivantes (et le planning de réalisation en annexe 8).

Ce programme de travail s'inscrit dans la continuité d'études d'ores et déjà engagées par les différents partenaires depuis plusieurs années. Si elles constituent un point d'appui, ces études n'apportent néanmoins qu'une partie des éléments nécessaires à l'élaboration du projet de renouvellement urbain du Clos des Roses et La Victoire. Le tableau en annexe 5 synthétise ces études.



○ Stratégie et management de projet

- **Ingénierie ARC : 0,5 ETP Responsable Politique de la Ville (MOA ARC)**

Afin d'assurer la mise en œuvre du protocole de préfiguration et son articulation avec les différents piliers du Contrat de ville (étude relative au développement économique et commercial, réussite éducative, accès aux soins...), ainsi que la mobilisation des services et le développement d'une réelle dynamique de participation des habitants, le responsable de la politique de la ville actuellement en poste assurera le pilotage global du projet en partenariat étroit avec les différents pôles de la Ville et l'agglomération et l'AMO dédiée.

Les missions sont les suivantes :

- ✓ Pilotage global de l'AMO et du suivi du protocole de préfiguration
- ✓ Mobilisation : 1/ des partenaires 2/ des services de la direction, qui comprennent le service politique de la ville (suivi des conseils citoyens ; actions sociales dans les centres municipaux ; suivi et mise en œuvre des actions du Contrat de ville), le service logement (octroi des logements sociaux) et le service social (CCAS, plateforme de réussite éducative) 3/ des autres services de la Ville de Compiègne et de l'ARC associés à la démarche
- ✓ Suivi des études et de l'élaboration de la convention de renouvellement urbain, en lien étroit avec les élus, les services de la Ville et de l'Agglomération et les partenaires institutionnels.

- **Ingénierie ARC : 1 ETP chargé d'opération de renouvellement urbain (MOA ARC)**

Afin d'assurer la mise en œuvre du protocole de préfiguration et son suivi stratégique et opérationnel, ainsi que la mobilisation des services et le développement d'une réelle dynamique de participation des habitants, l'ARC et la Ville de Compiègne souhaitent recruter un chargé d'opération de renouvellement urbain. Il assurera la mise en œuvre sur le terrain des études, puis à terme, de la convention de renouvellement urbain, en partenariat étroit avec les différents pôles de la Ville et de l'agglomération, et l'AMO dédiée.

Les missions sont les suivantes :

- ✓ Élaboration des cahiers des charges des prestataires et pilotage des études,
- ✓ Coordination des partenaires impliqués,
- ✓ Préparation et animation des instances,
- ✓ Formalisation du projet de renouvellement urbain,
- ✓ Suivi financier des études,
- ✓ Concertation des habitants et acteurs des quartiers.

- **Ingénierie ARC : AMO pilotage phase préfiguration (MOA ARC)**

L'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) est le porteur du projet de renouvellement urbain, et doit en ce sens :

- accompagner, coordonner et piloter la mise en œuvre du protocole de préfiguration jusqu'à la rédaction de la convention de renouvellement urbain,

- veiller à la conduite stratégique et à la mise en œuvre opérationnelle du protocole de préfiguration sous ses aspects juridiques, techniques et financiers.

Pour parvenir à ces objectifs, l'ARC fait le choix de confier pour partie à un prestataire extérieur le pilotage de la mise en œuvre de la phase de préfiguration, phase cruciale du futur NPRU.

Les missions sont les suivantes :

- ✓ Appui à la coordination générale de la phase de préfiguration de projet et des maîtres d'ouvrage
- ✓ Montage opérationnel et organisation de projet pour la mise en œuvre du NPRU et sa gouvernance
- ✓ Élaboration de la Convention de renouvellement urbain

▪ **AMO concertation / communication (MOA ARC)**

Dans le respect du cadre réglementaire existant, l'ARC souhaite :

- Se doter d'une stratégie définissant les grands principes de la concertation/communication accompagnant l'élaboration et le déploiement (à horizon 10-15 ans) du futur projet urbain des quartiers du Clos des Roses et de la Victoire,
- Être accompagnée durant la phase protocole pour associer les habitants, dans le but de co-construire le futur projet de renouvellement urbain.

Les missions du volet stratégie globale sont les suivantes :

- ✓ Établir un état des lieux des actions de concertation et communication déjà mises en place sur le projet ou plus largement sur le territoire.
- ✓ Préciser les objets de la concertation : à quel sujet consulte-t-on les habitants (projet d'aménagement d'ensemble, opérations spécifiques, définition du nom des rues, projets d'espaces publics) ? Sur quoi communique-t-on ?
- ✓ Préciser les cibles de la concertation : qui consulte-t-on ?
- ✓ Définir les moyens à mobiliser : comment et à quel stade consulte-t-on la population (phase programmation, phase d'études, phase chantier ?) ? Quels outils de communication mis en œuvre ?
- ✓ Définir les modalités d'itération entre l'élaboration du projet urbain à l'échelle des quartiers NPNRU et la concertation : quelle articulation entre les temps de production et les temps de concertation ?

Les missions du volet accompagnement en phase protocole sont les suivantes :

- ✓ Coordonner et animer les différentes instances de concertation et les différentes manifestations liées à la concertation / co-construction du projet,
- ✓ Initier et mettre en œuvre les actions de communication, concertation et co-construction du projet (ateliers participatifs, expo, réunions publiques...),
- ✓ Organiser et animer des évènements en lien avec les acteurs du quartier,
- ✓ Préparer les supports utilisés pour ces différentes actions.

▪ **Aménagement de la maison de projet (MOA ARC)**

La maison de projet sera localisée dans le Centre Municipal Anne-Marie Vivé, situé au sein du quartier du Clos des Roses. En effet, il s'agit du centre municipal « principal », identifié par l'ensemble des habitants des quartiers et de la Ville. Il s'agira d'animer la maison des projets, en lien étroit avec les équipes d'animations sociales des quartiers. Le projet bénéficiera également d'un espace dédié au sein du Centre Municipal de La Victoire. La DDCS a donné son agrément en août 2016 pour un poste de service civique dédié à l'animation de cette maison de projet : le recrutement est actuellement en cours.

Pour que ce lieu soit réellement identifié par les habitants comme une maison des projets à part entière, des travaux d'aménagement sont nécessaires, dans un but d'embellissement et de communication (enseigne à l'extérieur, aménagement par des panneaux d'exposition, table des projets numériques...), sur une surface d'environ 60 m².

Ces panneaux et équipements pourront être déplacés sous la forme d'expositions itinérantes pour des animations ponctuelles sur le quartier de la Victoire, dans son centre municipal et au sein d'un espace dédié spécifique.

○ Études transverses

- **Études des usages sociaux et spatiaux (MOA ARC)**

Au même titre que les contraintes techniques (stationnement, circulation, réseaux...), d'entretien ou de maintenance des espaces à (ré)aménager dans le cadre du futur projet de renouvellement urbain, les contraintes d'usage (sociales, culturelles, sécuritaires) doivent être repérées et intégrées au programme qui sera mis en œuvre sur les quartiers. La forte insécurité qui s'est développée au sein du quartier du Clos des Roses rend d'autant plus importante la tenue de cette étude, en vue des aménagements futurs qui devront être réalisés. Par une analyse du fonctionnement des lieux de la ville, du vécu de leurs usagers, de la transformation des modes de vie et des enjeux sécuritaires et sociétaux, il s'agit de mieux prendre en compte les attentes et les pratiques des habitants dans les aménagements projetés.

- ✓ Alimenter la maîtrise d'œuvre urbaine dans ses choix
- ✓ Définir des propositions opérationnelles sur la thématique de la sûreté publique et sécurité dans les quartiers.
- ✓ Contribuer à la démarche de concertation
- ✓ Préparer la future convention de Gestion Urbaine de Proximité

- **Étude de peuplement – Focus QPV Clos des Roses et La Victoire (MOA ARC)**

Les missions du volet stratégie de peuplement sont les suivantes :

- ✓ 1ère phase : réalisation d'un diagnostic qualitatif et quantitatif partagé sur la structure actuelle du peuplement du Clos des Roses et de La Victoire et du fonctionnement résidentiel du parc social des deux QPV.
- ✓ 2ème phase : définition des enjeux et des orientations stratégiques de chaque quartier prioritaire d'intérêt national de la Politique de la Ville. Cette étude spécifique vise à définir des orientations en termes de stratégie de peuplement qui soient particulièrement fines pour les quartiers prioritaires concernés.

  N.B. : cette étude est une tranche conditionnelle à l'AMO portant sur la mise en œuvre de la CIL, afin de relier la stratégie de peuplement spécifique aux quartiers NPRU aux dynamiques existantes à l'échelle de l'agglomération.

- **Étude stratégique de diversification immobilière et sociale de l'habitat (MOA ARC)**

L'étude se décompose en 2 volets : diversification de l'habitat et patrimoine des bailleurs.

Les missions du volet diversification de l'habitat sont les suivantes :

- ✓ 1ère phase : faire le bilan des interventions sur le parc de logements et analyser les principales caractéristiques de la dynamique du marché immobilier des quartiers par rapport au marché local. La problématique de la reconstitution, hors QPV, de l'offre sociale, devra être prise en compte, en lien avec l'autre élément de la présente étude et avec les résultats de l'étude de peuplement.
- ✓ 2ème phase : définir des orientations stratégiques, des préconisations opérationnelles et des éléments de faisabilité conditionnant une offre immobilière nouvelle et/ ou d'évolution de l'existant dans les deux quartiers tout en les repositionnant sur le marché immobilier local (produit, cible, prix de sortie soutenable, charge foncière etc. à définir dans l'étude).

Les missions du volet patrimoine des bailleurs sont les suivantes :

- ✓ 1ère phase – élaboration du diagnostic du patrimoine / potentialités et défaillances : analyse du parc immobilier (typologie, adaptabilité, insertion urbaine des bâtiments, organisation au regard des espaces publics et de la trame viaire), synthèse d'études techniques, identification du risque amiante, diagnostic énergétique.
- ✓ 2ème phase – stratégie patrimoniale : élaboration de différentes hypothèses d'intervention patrimoniale à court et/ou moyen terme (requalification, réhabilitation, résidentialisation, restructuration complète, démolition, reconstruction), première approche des coûts, des éventuels besoins en termes de relogement, de reconstitution de l'offre sociale hors QPV.

  NB : les PSP des bailleurs ne seront pas nécessairement remis en cause par cette étude.

- **Diagnostic et étude stratégie globale de mobilité (MOA ARC)**

Un Plan Global de Déplacements s'engage à l'ARC (dans le cadre du PLU intercommunal) et cette étude spécifique aux quartiers prioritaires pourrait venir se greffer à cette stratégie globale de mobilité, dans un souci à la fois de cohérence et d'adaptation de la réponse aux besoins des habitants en quartiers prioritaires en transports en commun.

L'objectif sera d'apprécier au mieux l'usage des transports collectifs des habitants des quartiers de toutes générations, d'étudier les flux (notamment les liens entre les quartiers et la gare), et d'identifier les freins à la mobilité (notamment pour l'accès aux zones d'emplois). Cette étude alimentera le travail de la MOE urbaine et servira de base à la réflexion actuellement engagée par l'ARC, la Ville et le Sous-préfet relativement à la faisabilité et à l'intérêt d'une plateforme de mobilité.

Les missions sont les suivantes :

- ✓ Phase 1 - diagnostic « mobilité » du territoire : analyse tous modes des déplacements au sein des quartiers : voiture particulière (VP), transports collectifs (TC), modes doux (cycles, piétons), stationnement, intermodalité. ; analyse des freins à la mobilité.

- ✓ Phase 2 - stratégie et déclinaisons opérationnelles : définition des enjeux et objectifs, élaboration d'un plan d'actions / de préconisations (incluant un chiffrage, un planning de réalisation et les maitrises d'ouvrages potentielles).

- **Étude commerciale (MOA EPARECA)**

Sur le quartier de la Victoire et du Clos des Roses, il existe 3 pôles commerciaux (Puy du Roy, Victoire et Clos des Roses). Une partie des commerçants font part de difficultés financières, et leur pérennité semble fragile. Ces centres commerciaux doivent par ailleurs voir leur positionnement étudié au regard de la dynamique commerciale globale de l'agglomération, laquelle est actuellement en forte évolution (projet de requalification de l'entrée sud de Compiègne).
De plus, le positionnement de ce quartier concernant le développement économique mérite d'être éclairé. À proximité de plusieurs zones d'activités, on peut néanmoins s'interroger sur les leviers permettant un bénéfice accru pour ces quartiers.
Cette étude permettra d'éclairer ces différents aspects pour la menée d'un projet urbain intégrant l'ensemble de ces dimensions.

Les missions sont les suivantes (étude réalisée de juin à novembre 2016) :

- ✓ Diagnostic de la situation commerciale (interview des commerçants – base 10)
- ✓ État des lieux (points forts / points faibles) et analyse de l'environnement concurrentiel
- ✓ Analyse du potentiel commercial du site
- ✓ Détermination du marché potentiel de la « locomotive alimentaire » dans une vision prospective en termes d'offres, de format/concept et de localisation
- ✓ Détermination du marché potentiel pour une activité en particulier, sur la base d'un focus élargi
- ✓ Définition d'un programme indicatif de boutiques
- ✓ Enquête téléphonique auprès des ménages (panel de 200 à 300 ménages)
- ✓ Enquête clientèle sur site (panel de 150 à 200 interviews)
- ✓ La restitution de l'étude (participation aux réunions, préparation des documents...)

- **Étude de potentiel en immobilier d'entreprises (MOA EPARECA)**

Les missions sont les suivantes (étude réalisée de juin à novembre 2016) :

- ✓ Analyse du marché de l'immobilier d'entreprises : inventaire de l'offre en matière de locaux artisanaux et de bureaux, analyse de l'organisation des différents pôles et de leur fonctionnement dans leur environnement urbain, recensement des aides existantes à l'implantation d'entreprises.
- ✓ Diagnostic du tissu économique local : analyse des secteurs d'activité présents sur le territoire, étude du tissu économique de la zone d'influence, recensement du dynamisme de la création d'activités, mobilité immobilière locale et rythme de commercialisation des programmes existants.
- ✓ Proposition de scénarios : définition des besoins en matière de locaux d'activités, mise au point d'un programme, formulation de préconisations concernant la stratégie de commercialisation à mettre en place.

- **Étude juridique et foncière centre commercial du Puy du Roy (MOA EPARECA)**

Les missions sont les suivantes (sous réserve de la confirmation du potentiel d'intervention - de l'étude commerciale et de l'étude de potentiel en immobilier d'entreprises – et des prestations attendues par l'EPARECA vis-à-vis de son prestataire) :

- ✓ Analyser la structure juridique de la copropriété commerciale : identification des lots de copropriété, analyse du règlement de copropriété, indentification des titulaires de droits réels ou personnels
- ✓ Définir un budget prévisionnel du coût de la maîtrise foncière : évaluation de la valeur vénale des locaux commerciaux, évaluation des coûts pour les activités
- ✓ Connaître le degré d'adhésion au projet des propriétaires et exploitants : visite des locaux commerciaux, entretiens individuels

- **Étude sur l'offre de santé et l'accès aux soins (MOA ARC)**

La question du développement de services, notamment en termes de santé, se pose dans des quartiers où l'accès aux soins et à l'emploi sont des enjeux prioritaires. À cet égard, le ministère de la santé a classé les QPV de la Victoire et du Clos des Roses parmi les 25 QPV métropolitains pour lesquels l'accès aux soins de santé primaire était le plus difficile (Instruction DGOS/PF3/SG n 2015-269 du 10 août 2015 relative aux territoires prioritaires d'implantation de nouveaux centres de santé)

Les missions sont les suivantes :

- ✓ Phase 1 : État des lieux sur l'offre de santé et l'accès aux soins. Cet état des lieux doit permettre d'identifier l'offre de soins qui serait à mettre en place pour répondre aux besoins des quartiers prioritaires.
- ✓ Phase 2 : Étude d'opportunité (et le cas échéant de faisabilité) concernant les modalités de développement de l'offre de soins manquante identifiée dans la phase 1 (notamment une maison de santé au sein des quartiers)

o Études techniques spécifiques

- **Diagnostic social et patrimonial des copropriétés privées (MOA ARC)**

En lien avec le PLU/ PADD, et la réactualisation du PLUi en cours, qui aura valeur de PLH, l'enjeu de la rénovation du parc privé, et son adaptation aux attentes et besoins actuels des ménages est important, notamment au regard des enjeux énergétiques qui comportent également un volet social (la performance énergétique du logement ayant un impact non négligeable sur les charges du ménage). Ainsi, l'ARC, en lien avec l'ADEME et la Région, a créé une plateforme de rénovation énergétique, point d'entrée unique permettant d'orienter les habitants du territoire vers les dispositifs de conseil, d'assistance et d'aide financière auxquels ils peuvent prétendre. La création de cette plateforme s'inscrit en cohérence avec les enjeux identifiés dans le PCET et avec la volonté de poursuivre la dynamique d'amélioration du parc privé à travers le lancement d'une nouvelle OPAH sur la période 2016-2019 à l'échelle de l'ARC (continuité avec l'OPAH 2009-2015).

Depuis le 1er janvier 2017, cette OPAH intègre les 6 communes de l'ex-CCBA qui jusque-là bénéficiaient uniquement du PIG (Programme d'Intérêt Général) du département.

Intégré à Habitat Rénové, la plateforme de rénovation énergétique de l'ARC, l'opérateur INHARI optimise les dossiers avec les différents partenaires de cette plateforme pour rénover les logements.

D'un point de vue quantitatif, les objectifs seront très certainement atteints sur 2017. Début septembre, 22 dossiers étaient déposés auprès de l'ANAH et 27 étaient en cours pour un objectif de 50 dossiers relatifs à la précarité énergétique. L'objectif de 8 dossiers en autonomie a déjà été atteint (11 dossiers déposés).

En 2016 et 2017, outre des publications régulières dans les bulletins du territoire sous la bannière d'Habitat Rénové, l'opérateur OPAH a participé à plusieurs manifestations pour se faire connaître du grand public : Forums et salons (3), réunions publiques (3), mais aussi ciblage de publics spécifiques comme les personnes atteintes de handicap avec une participation au forum : « Agir contre le handicap ».

Des actions ont également été menées pour sensibiliser les copropriétés avec notamment l'édition de plaquettes dédiées, l'organisation d'une réunion publique à Compiègne et l'envoi de courriers à l'ensemble des conseils syndicaux. Plus spécifiquement concernant les trois copropriétés situées dans le périmètre ANRU du Clos des Roses : les Cormorans, les Cygnes et les Courlis. A ainsi été organisée une rencontre avec le syndic et le conseil syndical pour connaître les travaux réalisés par le passé, ainsi que leur souhait et motivation à engager des travaux pour l'avenir.

Les copropriétés du Clos des Roses pourraient donc être concernées en premier lieu par la nouvelle OPAH. À noter que l'Observatoire du PLH sera mobilisé sur le suivi de ces copropriétés.

Les missions au titre de cette étude sont les suivantes :

- ✓ évaluer de manière sommaire le niveau de dysfonctionnement des copropriétés classées « à risques » ou « à fort risques », situées dans le périmètre du futur PRU ou à proximité,
- ✓ évaluer la pertinence d'une éventuelle intervention dans le temps (OPAH, Plan de Sauvegarde, POPAC ...) ou, a contrario, caractériser l'absence de difficulté particulière de ces copropriétés,
- ✓ définir, le cas échéant, un programme d'intervention et son plan de financement.

- **<u>Étude stratégique de requalification du patrimoine public (MOA Ville de Compiègne)</u>**

Au sein du quartier de la Victoire et du Clos des Roses, de nombreux équipements municipaux participent à l'attractivité du quartier (écoles, bibliothèques, centre municipaux et structures d'animation, complexe sportif de Huy). Ces équipements sont pour certains de proximité mais une requalification pourrait conduire à l'identification de deux pôles de centralité secondaires, de nature à modifier durablement l'image de ces quartiers : un pôle autour de l'espace du Puy du Roy, et un espace au sein de la Victoire.

Ces structures sont pour la plupart vieillissantes et partiellement sous-utilisées. Il s'agira ici de mener une réflexion globale sur une intervention afin d'améliorer l'aménagement des équipements, en intégrant les performances énergétiques, et d'améliorer ainsi le confort des usagers et l'image du quartier. Ces propositions seront par ailleurs autant de pistes pouvant permettre de développer dans ce cadre, la mixité fonctionnelle des équipements du quartier, et une attractivité renforcée des quartiers du Clos des Roses et de la Victoire.

Les missions sont les suivantes :

- ✓ État des lieux et recensements des usages, besoins et type d'utilisation des équipements sur les équipements Politique de la Ville (une dizaine d'équipements).
- ✓ Analyse et propositions d'aménagement technique sur certains équipements en intégrant l'amélioration des performances énergétiques (4 à 5 équipements).

o Projet urbain

- **Étude urbaine du Clos des Roses 2 et de la Victoire (MOA ARC)**

L'enjeu est d'élaborer un projet urbain traduisant les objectifs stratégiques des acteurs sur le quartier pour les 10-15 ans à venir. Cela traduit la nécessité de concrétiser le programme urbain issu des différentes études de besoin et de la participation citoyenne, de coordonner les axes thématiques et de produire un plan guide. Cette étude prendra en compte et intégrera les résultats de l'ensemble des études transverses et techniques menées dans le cadre du programme de travail.
Sa finalité et son caractère transposable dès la signature de la future Convention de renouvellement urbain impliquera de s'assurer de la faisabilité technique et financière du projet et en proposer une traduction opérationnelle par phase, par thématique et par secteur géographique, en fonction des priorités fixées par les acteurs.

Les missions sont les suivantes :

- ✓ Phase 1 - analyse-diagnostic multicritères : rapport d'analyse-diagnostic illustré (cartes thématiques, photoreportage, etc.) sur les sujets équipements, déplacements, stationnement, trame verte ; état parcellaire initial pour évaluer les mutations à prévoir ; élaboration d'un plan guide détaillé par secteur (dessin de la trame urbaine, viaire et parcellaire).
- ✓ Phase 2 - définition du schéma urbain par secteur : définition d'un plan général de recomposition urbaine (par secteur) ; projet de voiries et des espaces publics associés (par secteur) ; étude de constructibilité sur certains macro-lots (évaluation surface de plancher pouvant être construite, faisabilité/optimisation de la programmation bâtie prévisionnelle, capacité de stationnement, modalités de desserte par les voiries, etc.)
- ✓ Phase 3 - préparation de la phase opérationnelle et de conception : propositions de montages sécurisés d'opérations (maîtrises d'ouvrage, procédures d'urbanisme et d'aménagement, maîtrise et gestion foncière, délimitation du domaine public, calendriers, etc.). ; élaboration des bilans prévisionnels d'opérations par secteur et par grands postes d'investissement ; propositions de cessions et d'échanges fonciers, plan foncier avant/après projet de renouvellement urbain ; cahier illustré de prescriptions urbaines, paysagères, architecturales et environnementales.

- **Mission d'assistance et d'accompagnement juridiques et financiers pour la détermination des modalités de prises en compte au titre du RGA de l'ANRU de l'opération de démolition par la SA. OSICA (ESH) des trois résidences étudiantes du Clos des Roses (MOA ARC)**

Compte tenu de la situation d'insécurité du site et du taux de vacance de la résidence, l'ensemble des partenaires du projet s'accorde sur une démolition rapide de l'ensemble des trois résidences situées au Clos des Roses et y voit la condition nécessaire à la transformation du quartier.
Le projet de protocole de préfiguration NPNRU est passé en comité d'engagement ANRU le 06/10/2016 qui a souhaité une étude juridique et financière partenariale visant à déterminer les

conditions de démolition des trois bâtiments de la résidence étudiante du Clos des Roses par la SA. OSICA (ESH), en conformité notamment avec le Règlement Général de l'ANRU.

Les missions sont les suivantes :

- ✓ Analyser le bail emphytéotique qui lie le Ministère de l'Éducation Nationale à la SA. OSICA (ESH) pour appréhender les droits et obligations de chacune des parties ainsi que les conditions juridiques et financières de son expiration anticipée,
- ✓ Étudier le processus décisionnel préalable à la démolition des trois bâtiments de la résidence étudiante permettant de préserver au mieux les responsabilités contractuelles de chacune des parties,
- ✓ Étudier et décrire les différents montages opérationnels possibles des actions de démolition des trois bâtiments de la résidence étudiante sous maîtrise d'ouvrage de la SA. OSICA (ESH),
- ✓ Comparer les différents scénarios éventuels de montages sous des angles financiers et opérationnels et analyser les conditions de prise en charge d'une part du financement du déficit d'opération dans le cadre de la future convention ANRU,
- ✓ Dresser le bilan financier de l'opération en conformité avec le RGA de l'ANRU, en dépenses comme en recettes,
- ✓ Optimiser le bilan et décrire les pistes d'équilibrage,
- ✓ Aider à la négociation partenariale et à la prise de décision.

ARTICLE 5. OPÉRATION(S) NON FINANCÉES PAR L'ANRU FAISANT L'OBJET D'UNE AUTORISATION ANTICIPÉE DE DÉMARRAGE

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, certaines opérations peuvent faire l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage, accordée par le directeur général ou le comité d'engagement de l'ANRU (ou, par délégation, par le délégué territorial de l'ANRU conformément aux conditions indiquées dans la note d'instruction du 31 juillet 2015). Cette autorisation ne préjuge pas d'un financement ultérieur par l'Agence, dans le cadre de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain, des opérations concernées.

Le cas échéant, si l'opération bénéficiait ultérieurement d'un financement de l'Agence, la date de prise en compte des dépenses pourra être la date d'autorisation anticipée de démarrage de l'opération actée dans le présent protocole de préfiguration.

Dans le cadre du protocole de préfiguration, les deux types d'autorisations anticipées de démarrage suivantes sont accordés selon le niveau d'avancement de l'opération d'investissement :

Article 5.1. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Sans objet.

Article 5.2. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Les maîtres d'ouvrage signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation et la mise en œuvre des opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (étude pré-opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalables aux travaux – à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'oeuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence.

La date d'autorisation anticipée de démarrage pour ces prestations d'ingénierie correspond à la date de signature du présent protocole de préfiguration signé le ..

ARTICLE 6. ASSOCIATION DES HABITANTS ET DES USAGERS AU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

L'association des habitants et des acteurs locaux à l'élaboration et au suivi des nouveaux projets de renouvellement urbain s'appuiera notamment sur les Conseils citoyens dont la réunion d'installation, en présence du Sous-préfet, s'est tenue en mars 2016. Les Conseils citoyens disposeront des locaux et du matériel des centres municipaux ; ils pourront également mobiliser le fonds d'initiative locale (récemment créé dans le cadre de la Politique de la Ville) pour mettre en œuvre les actions qu'ils auront choisies.

Au-delà des Conseils citoyens, des associations locales, des personnes ressources et, plus largement, les habitants du Clos des Roses et de la Victoire seront associés à la construction et au suivi des projets de renouvellement urbain.

Différentes modalités d'association des habitants ont déjà été identifiées :

- la participation de membres des Conseils citoyens, des associations locales et des habitants ressources aux visites en marchant dans le cadre de la GUP, en lien avec le cabinet élaborant les études urbaines ;
- la participation de représentants des membres des Conseils citoyens de la Victoire et du Clos des Roses à certains groupes de travail thématique et réunions de travail avec les prestataires (par exemple rencontre avec le cabinet chargé de l'étude urbaine, rencontre avec l'UTC sur la menée d'études « intergénérationnelles », etc.) ;
- la participation de chaque représentant des Conseils citoyens de la Victoire et du Clos des Roses au Comité technique et au Comité de pilotage du Contrat de ville, en particulier sur les aspects relevant du pilier « Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ». Ces représentants seront désignés par l'ensemble des membres de chaque Conseil citoyen ;
- la co-construction avec les habitants (membres des Conseils citoyens, associations locales) de la programmation des futures Maisons des projets (ateliers numériques, vidéos, théâtre et culture associant les associations, les habitants et les jeunes des quartiers concernés). Il est d'ores et prévu que les Maisons des projets soient accueillies au sein des centres municipaux Anne-Marie Vivé et de la Victoire.

ARTICLE 7. ARTICULATION AVEC LA CONVENTION INTERCOMMUNALE PRÉVUE À L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 21 FÉVRIER 2014

Le PRU du Clos des Roses a permis d'entamer un processus d'amélioration des équilibres de mixité sociale au niveau du quartier et de l'ancien périmètre ZUS. Il s'agit désormais de capitaliser sur cette réussite pour changer d'échelle et appréhender l'enjeu de la mixité sociale à l'échelle intercommunale, en utilisant les différents leviers existants (NPRU, PLUi valant PLH) et en mobilisant ou en créant d'autres :

- Mise en place d'une **Conférence Intercommunale du Logement** (CIL). Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil d'Agglomération de l'ARC a acté l'engagement des démarches pour la mise en place de la CIL, qui sera effective dans les prochains mois. La CIL aura notamment pour mission de définir les grandes orientations en termes de mixité sociale. Ce travail s'appuiera sur un diagnostic complet et actualisé de la demande, du stock et des attributions de logements sociaux ; un focus particulier sur les dynamiques de peuplement au sein des quartiers du Clos des Roses et de la Victoire (concentrant le parc social) fera l'objet d'une des études inscrites au protocole de préfiguration du NPRU.
- Élaboration d'une **Convention intercommunale d'attribution** (CIA) sur le temps du protocole de préfiguration. Cette convention est prévue dans le cadre de la loi « Égalité et Citoyenneté » du 22 décembre 2016. Elle prévoit de fusionner le Document cadre, la Convention d'équilibre territorial et l'Accord collectif intercommunal prévus par l'article 97 de la loi ALUR du 24 mars 2014 et l'article 8 de la loi Ville du 21 février 2014. Cette convention définira :
  - les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale à prendre en compte pour les attributions de logements sociaux,
  - les modalités de la coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation pour mettre en œuvre les objectifs de la convention,
  - les modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain.
- Objectif de création d'un **observatoire du logement social** sur le territoire de l'ARC sur le temps de la mise en œuvre du Contrat de ville (d'ici 2020).

Dans cette optique, une consultation relative à une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la mise en place d'une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) a été lancée au deuxième trimestre 2016 par l'ARC. Le prestataire, retenu en octobre 2016, a en charge la mise en place de la CIL (et son approbation), l'élaboration d'un plan de gestion des demandes de logement (PPGDLSID) et l'élaboration et la mise en place de la Convention intercommunale d'attribution (CIA). Ce prestataire aura également en charge l'étude de peuplement prévue au présent Protocole de préfiguration, permettant ainsi une bonne articulation avec la CIL.

Suite à un diagnostic et des prises de contact réalisés au premier semestre 2017, il est prévu d'instaurer la première CIL en novembre 2017, après arrêté préfectoral désignant les représentants des trois collèges en octobre. Cette CIL aura comme objet de valider le règlement intérieur et de créer les groupes de travail.

L'objectif est ensuite d'approuver les documents (PPGDLSID et CIA) pour la fin du premier semestre 2018.

La tranche optionnelle qui correspond à l'étude de peuplement spécifique au Clos des Roses et à la Victoire sera quant à elle lancée pour la fin de l'année 2017.

ARTICLE 8. GOUVERNANCE ET CONDUITE DE PROJET

Article 8.1. Gouvernance

○ Comité de Pilotage

Déjà prévu dans le cadre de la Politique de la Ville au sens large (p.49 du Contrat de ville) et co-présidé par le sous-préfet d'arrondissement, le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne ou son représentant et le Maire de Compiègne ou son représentant, il réunit les élus communautaires et municipaux, en charge de la politique de la ville, et des différentes thématiques concernées par le Contrat de ville, les partenaires, financeurs ou signataires, ainsi que les représentants des conseils citoyens.

Il se tient au démarrage du contrat, puis une fois par an pour s'assurer de :

- la bonne mise en œuvre du contrat et son articulation avec ses différentes annexes qui seront établies postérieurement à sa signature (protocole de préfiguration, convention de renouvellement urbain, Pacte financier et fiscal de solidarité à l'échelon intercommunal, convention intercommunale de peuplement, convention GUP),
- la définition des priorités de mise en œuvre, à partir du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre du contrat, et éventuellement leur réorientation,
- la coordination politique et technique des interventions dans les territoires prioritaires,
- la mise à jour des priorités par quartier,
- la validation politique et partenariale des études inscrites au programme de travail.

En cours de période de préfiguration, des comités de pilotage en format plus restreints, dédiés spécifiquement à la préparation du NPRU, pourront être tenus pour acter de grandes orientations ayant trait au futur projet. Seront invités à ces comités de pilotage le sous-préfet d'arrondissement, le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne ou son représentant et le Maire de Compiègne ou son représentant, il réunit les élus communautaires et municipaux en charge du NPRU, les partenaires, financeurs ou signataires du présent Protocole de préfiguration, ainsi que les représentants des conseils citoyens.

Au besoin, des comités de pilotage spécifiques par étude pourront être réunis dans le cadre de validations intermédiaires. Ces comités réuniront les partenaires financeurs concernés par l'étude.

○ Comité Technique / Comité de suivi opérationnel

Déjà prévu dans le cadre du Contrat de ville, le comité technique relatif au pilier « cadre de vie et renouvellement urbain », aura, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du protocole de préfiguration, les missions suivantes :

- Assurer le suivi de l'avancement de chacun des projets et notamment du programme de travail défini pour la phase protocole,
- Identifier et anticiper les risques et difficultés ayant ou pouvant avoir un impact sur le bon déroulement de la phase de préfiguration, et prendre les décisions sur les éventuels points de blocage,

- Coordonner l'élaboration partenariale de la future convention pluriannuelle,
- Préparer les comités de pilotages sur le champ du renouvellement urbain.

Dans ce cadre, il se réunit trois fois par an, et en format plus restreint si besoin. Il associera notamment :

- l'Etat (DDT) en tant que représentant de l'ANRU et de l'ANAH,
- le pôle Services à la Population – Politique de la Ville de l'ARC, dont le directeur général adjoint en charge de ce pôle, et ses services,
- le pôle Aménagement Urbanisme et Grands Projets de l'ARC, dont le directeur générale adjoint en charge de ce pôle, et ses services,
- les représentants des bailleurs (Picardie Habitat, OPAC de l'Oise, OSICA),
- les représentants du Conseil Régional,
- les représentants du Conseil Départemental,
- les représentants de la Caisse des Dépôts,
- les représentants de l'ADEME,
- l'AMO « Pilotage et suivi du protocole ».

Il pourra être élargi en fonction de l'ordre du jour et des besoins, notamment à d'autres représentants de la Ville et de l'ARC.

o Groupes de travail thématiques

En tant que de besoin, des instances techniques seront mises en place sur trois grandes thématiques d'importance de la future Convention de renouvellement urbain. Sous la forme de groupes de travail, elles associeront l'ensemble des acteurs parti-prenants des sujets abordés.

Ces trois instances techniques auront pour thématiques :

- Peuplement, trajectoires résidentielles, relogement, copropriétés
- Concertation / participation des habitants, GUP, usages / sécurité
- Développement commercial, de services et d'équipements, mobilité, insertion par l'économique, emploi

Se nourrissant notamment du travail des prestataires en charge des études inscrites au programme de travail, leur rôle sera de travailler de manière particulière sur les différents sujets concernés par ces thématiques, en élaborant notamment des solutions et plans d'actions qui figureront dans la future Convention de renouvellement urbain.

Leur contenu et leur périodicité seront à affiner au démarrage de la mission d'AMO Pilotage, et devront prendre en considération la mise en place des instances techniques du Contrat de ville (idée de mutualisation).

Le premier schéma en annexe 4 synthétise les instances mises en place pour la période de préfiguration du NPRU de l'ARC.

Article 8.2. Conduite de projet

o Organisation de la collectivité

En cohérence avec les modalités de gouvernance prévues au Contrat de ville, le pilotage opérationnel du Renouvellement Urbain est assuré par la Direction de l'aide sociale, de la Politique de la Ville et du Logement au sein du Pôle Services à la Population – Politique de la Ville de l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) et la Ville de Compiègne (services mutualisés).
Les élus référents durant la période de préfiguration seront :

- M. Bernard Hellal, 1er Vice-Président de l'ARC (délégué à l'Équipement),
- M. Michel Foubert, Vice-Président de l'ARC (délégué à l'Aménagement, l'Urbanisme et les Grandes Infrastructures),
- M. Laurent Portebois, Vice-Président de l'ARC (délégué aux finances et à l'administration générale),
- M. Oumar Ba, Adjoint au Maire de Compiègne (délégué à l'Intégration, au Respect des Diversités, aux nouvelles Actions de Restructuration Urbaine et à la Diffusion Culturelle - délégué pour le quartier du Clos des Roses).

L'équipe projet est composée de ressources qui interviendront à la fois à temps plein, mais aussi à temps partagé, lors de la période de préfiguration. Ses membres sont les suivants :

- la **Responsable du service politique de la ville**, chef de projet du NPRU, qui assurera le pilotage global du protocole de préfiguration (suivi des études, élaboration de la convention, maquette financière...). Elle s'assurera de la cohérence des projets avec les stratégies déclinées dans le Contrat de ville, assurera la coordination des acteurs et veillera à l'inscription des projets dans le règlement général de l'ANRU. Elle est par ailleurs également en charge des centres municipaux dans les quartiers Politique de la ville. Elle sera donc en charge du lien avec les habitants et nourrira la réflexion urbaine par la connaissance de terrains de ses équipes. Dans le cadre de ses missions de coordination globale du Contrat de ville, elle assurera également l'articulation entre les actions et stratégies développées dans le cadre des piliers cadre de vie / renouvellement urbain, cohésion sociale et emploi / développement économique, avec les démarchées liées à la phase de préfiguration. Elle aura également en charge la formalisation de la démarche GUP. Par les missions qu'il recouvre, ce poste constitue une pérennisation par l'ARC de l'ingénierie mise en place dans le cadre du premier PRU.
- le **Directeur du Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands Projets** qui sera mobilisé afin d'apporter une expertise technique en vue de la future transformation opérationnelle des études menées dans le cadre de la phase de préfiguration.
- une **Assistance à Maitrise d'Ouvrage** renforcée sur le pilotage et le suivi du protocole de préfiguration, accompagnant les directeurs de Pôle dans l'animation et le suivi du protocole, des études, et l'élaboration de la Convention. Elle assurera aussi les missions de coordination générale de la phase de préfiguration et des maîtrises d'ouvrage.
- une **Chargée d'opération de renouvellement urbain** qui assurera la mise en œuvre de la phase de préfiguration et son suivi opérationnel. Elle aura notamment en charge l'élaboration des cahiers des charges des études, en lien avec l'AMO, et leur pilotage, la préparation des différentes instances, et la participation et la co-construction des habitants au projet.
- la **Responsable du service logement**, qui sera plus particulièrement en charge du suivi de l'étude de peuplement. Sous l'autorité et avec l'aide du directeur de l'aide sociale, de la politique de la ville et du logement, elle sera également chargée de rédiger la convention de mixité sociale et le plan partenarial de gestion de la demande. Forte de ses connaissances fines des problématiques rencontrées par les résidents des QPV, elle assurera la coordination et la mobilisation des bailleurs

sur la question de l'adaptation/amélioration des logements, en articulation étroite avec les stratégies de peuplement.

- la **Responsable administrative et financière** de la direction de l'aide sociale, de la politique de la ville et du logement qui sera chargée de faire le lien avec la direction des marchés publics, de suivre les aspects financiers de la phase de préfiguration et au besoin d'apporter son expertise juridique.
- le **Manager commercial** du service développement économique, qui sera chargé du traitement des sujets commerciaux lors de la phase de préfiguration, notamment à travers le suivi des études de l'EPARECA et de l'intégration de leurs résultats dans la formalisation de la future convention de renouvellement urbain.
- l'**Ingénieur bâtiment** de la direction patrimoine, qui aura en charge le suivi de l'analyse stratégique de requalification du patrimoine public, et la formalisation d'un plan d'actions (plan pluriannuel d'investissement). Il s'agira d'articuler ce plan d'actions avec le projet de renouvellement urbain.
- le **Directeur transports et mobilité** qui sera plus particulièrement en charge du suivi de l'étude « Stratégie globale de mobilité ». Celle-ci servira de base de réflexion à l'analyse de la faisabilité et de l'intérêt d'une plateforme de mobilité. Il travaillera en collaboration avec la Responsable du service politique de la ville pour traduire dans les faits la priorité donnée à la mobilité au titre de l'appel à projets « contrat de ville » 2017, conformément à la volonté partagée de l'ARC, de la Ville et du Sous-préfet.

De manière globale, cette équipe projet est en charge des points suivants :

- lancement des études sous maîtrise d'ouvrage ARC / Ville, en lien avec les services associés en interne,
- pilotage des prestataires en charge des différentes études sous maîtrise d'ouvrage ARC / Ville, en lien avec les services associés en interne,
- pré-validation technique des rendus des études,
- coordination de l'ensemble des maîtres d'ouvrages d'études, dont en particulier les bailleurs sociaux,
- information régulière des élus de l'ARC / la Ville sur la situation du projet,
- concertation et assistance à la co-construction du projet,
- contribution à la mise en place d'actions innovantes pour répondre aux besoins des habitants des quartiers,
- préparation des différentes instances de pilotage stratégique et opérationnel,
- élaboration de dossiers à destination de l'ensemble des partenaires et financeurs.

L'équipe projet pourra s'appuyer autant que nécessaire sur un ensemble d'expertise propre aux services de l'ARC et de la Ville, à solliciter au besoin lors de la réalisation du programme de travail et de l'élaboration de la Convention. À cet égard, dans la foulée de leur candidature à l'AMI, ils s'appuieront, de manière transversale, sur la responsable de l'innovation (par ailleurs directrice du parc technologique des rives de l'Oise) et sur la responsable du service environnement. Le Directeur de la sécurité sera également sollicité lors des différents rendus de l'étude « Usages sociaux et spatiaux », étude qui portera de manière prioritaire sur la prévention et la lutte contre la délinquance et les usages déviants sur les espaces publics.

Le second schéma en annexe 4 permet de traduire cette organisation propre à l'ARC pour la phase de préfiguration.

Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Les partenaires impliqués dans le protocole / pilier « Cadre de Vie – renouvellement urbain » sont les suivants : ARC, Ville de Compiègne, DDT, Bailleurs sociaux (OPAC de l'Oise, Picardie Habitat, OSICA) et gestionnaires de résidences services (CROUS), ANRU, Conseil départemental, Conseil régional, Caisse des Dépôts et Consignations, SMTCO, Oise La Vallée, et les Conseils citoyens.

Les représentants de ces institutions seront associés à différents niveaux lors des instances de pilotage politique et stratégique de la phase de préfiguration.

Dans le cadre de l'objectif de diversification fonctionnelle et de l'habitat sur les quartiers, les promoteurs privés pourront, le cas échéant, être également associés aux instances de réflexions sur le projet.

ARTICLE 9. OPÉRATIONS D'INGÉNIERIE FINANCÉES AU TITRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Les opérations financées par l'ANRU dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 7. Leur financement par l'ANRU est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU et dans le règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU. Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'ANRU, le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Ces opérations peuvent démarrer (ordres de service études, prise de poste, ...) à compter de la date de signature du présent protocole, sauf pour les opérations dont le démarrage a été autorisé par le directeur général ou le comité d'engagement de l'ANRU. En l'occurrence, les dépenses des études et de l'ingénierie programmés au présent protocole et listées dans l'article 4 (à l'exception de la démolition des résidences du CROUS) pourront être prises en compte à partir du 6 octobre 2016 (date du passage en comité d'engagement).

Article 9.1. Modalités de financement par l'ANRU de la conduite du projet de renouvellement urbain

La participation de l'ANRU est sollicitée sur la base des assiettes forfaitaires définies par le Règlement General de l'Agence, à un taux à hauteur de 50% de cette assiette, pour le financement de la conduite du projet et notamment des postes suivants :

- Directeur de la Politique de la Ville, de l'action sociale et du logement,
- Chargé d'opération de renouvellement urbain.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Directeur de la Politique de la Ville, de l'action sociale et du logement (0,5 ETP)	315-6060007-14-0001-001	Clos des Roses La Victoire	ARC	86 250,00 €	50%	43 125,00 €	6 octobre 2016	2ème semestre 2017	4
Chargé d'opération de renouvellement urbain (1 ETP)	315-6060007-14-0001-002	Clos des Roses La Victoire	ARC	142 500,00 €	50%	71 250,00 €	6 octobre 2016	2ème semestre 2017	4

Article 9.2. Modalités de financement par l'ANRU des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail

Article 9.2.1. Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnel de subvention ANRU	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
AMO pilotage phase de préfiguration	315-6060007-14-0001-003	Clos des Roses La Victoire	ARC	230 000,00 €	40%	92 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	3
AMO concertation / communication phase préfiguration et définition stratégie globale	315-6060007-14-0001-004	Clos des Roses La Victoire	ARC	40 000,00 €	50%	20 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	3
Aménagement de la maison de projet	315-6060008-14-0001-007	Clos des Roses La Victoire	ARC	5 000,00 €	50%	2 500,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	2
Étude des usages sociaux et spatiaux	315-6060007-14-0001-005	Clos des Roses La Victoire	ARC	50 000,00 €	50%	25 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	1
Étude de peuplement – Focus QPV Clos des Roses et la Victoire	315-6060008-14-0001-008	Clos des Roses La Victoire	ARC	15 000,00 €	33,3%	5 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	2
Étude stratégique de diversification immobilière et sociale de l'habitat	315-6060008-14-0001-009	Clos des Roses La Victoire	ARC	95 000,00 €	37,9%	36 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	2

Diagnostic et étude de stratégie globale de mobilité	315-6060008-14-0001-010	Clos des Roses La Victoire	ARC	22 285,71 €	9,0%	2 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	1
Étude sur l'offre de santé et l'accès aux soins	315-6060008-14-0001-011	Clos des Roses La Victoire	ARC	15 000,00 €	50%	7 500,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	1
Étude stratégique de requalification du patrimoine public	315-6060008-14-0002-001	Clos des Roses La Victoire	Ville de Compiègne	100 000,00 €	25%	25 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	2
Étude urbaine du Clos des Roses 2 et de la Victoire	315-6060007-14-0001-012	Clos des Roses La Victoire	ARC	140 000,00 €	30%	42 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	3
Mission d'assistance et d'accompagnement juridiques et financiers pour la détermination des modalités de prises en compte au titre du RGA de l'Anru de l'opération de démolition par la SA. Osica (ESH) des 3 résidences étudiantes	315-6060007-14-0001-006	Clos des Roses La Victoire	ARC	18 575,00 €	50%	9 287,50 €	6 octobre 2016	2ème semestre 2016	1

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'ANRU et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 9.2.2. L'accompagnement des ménages

Sans objet

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail

L'opération financée par l'Anah dans le cadre du présent protocole, ci-après présentée, est détaillée dans le tableau en annexe 9.

Les conclusions de cette étude du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'ANRU et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anah	Montant prévisionnel de subvention Anah	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Diagnostic social et patrimonial des copropriétés privées	315-6060007-14-0001-013	Clos des Roses La Victoire	ARC	15 000,00 €	50%	7 500,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	1

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont mentionnées en annexe 10. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents. Elles figurent dans le tableau financier en annexe 7 uniquement si elles bénéficient également d'un financement de l'ANRU.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention CDC	Montant prévisionnel de subvention CDC	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
AMO pilotage phase de préfiguration	315-6060007-14-0001-003	Clos des Roses La Victoire	ARC	230 000,00 €	10,0%	23 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	3
Étude commerciale	315-6060007-14-0003-001	Clos des Roses La Victoire	EPARECA	16 560,00 €	33,3%	5 520,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2016	1
Étude de potentiel en immobilier d'entreprises	315-6060008-14-0003-002	Clos des Roses La Victoire	EPARECA	11 271,00 €	33,3%	3 757, 00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2016	1
Étude juridique et foncière CC du Puy du Roy	315-6060007-14-0003-003	Clos des Roses La Victoire	EPARECA	23 625,00 €	33,3%	7 875,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	1
Diagnostic social et patrimonial des copropriétés privées	315-6060007-14-0001-013	Clos des Roses La Victoire	ARC	15 000,00 €	25,0%	3 750,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	1
Étude stratégique de requalification du patrimoine public	315-6060008-14-0002-001	Clos des Roses La Victoire	Ville de Compiègne	100 000,00 €	20,0%	20 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	2
Étude urbaine du Clos des Roses 2 et de la Victoire	315-6060007-14-0001-012	Clos des Roses La Victoire	ARC	140 000,00 €	20,0%	28 000,00 €	6 octobre 2016	1er semestre 2018	3

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Plusieurs opérations du programme de travail sont également financées par d'autres partenaires.

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de Subvention HT	Financeur	Taux de subvention	Montant de subvention	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en semestre
Étude de peuplement – Focus QPV Clos des Roses et la Victoire	Clos des Roses La Victoire	ARC	15 000,00 €	OPAC de l'Oise	13,3%	2 000,00 €		1er semestre 2018	2
Étude de peuplement – Focus QPV Clos des Roses et la Victoire	Clos des Roses La Victoire	ARC	15 000,00 €	Picardie Habitat	20,0%	3 000,00 €		1er semestre 2018	2
Étude stratégique de diversification immobilière et sociale de l'habitat	Clos des Roses La Victoire	ARC	95 000,00 €	OPAC de l'Oise	3,2%	3 000,00 €		1er semestre 2018	2
Étude stratégique de diversification immobilière et sociale de l'habitat	Clos des Roses La Victoire	ARC	95 000,00 €	Picardie Habitat	38,9%	37 000,00 €		1er semestre 2018	2
Diagnostic et étude de stratégie globale de mobilité	Clos des Roses La Victoire	ARC	22 285,71 €	CR Hauts-de-France et ADEME à égalité (FREME)	43,1%	9 600,00 €		1er semestre 2018	1
Diagnostic et étude de stratégie globale de mobilité	Clos des Roses La Victoire	ARC	22 285,71 €	SMTCO	17,9%	4 000,00 €		1er semestre 2018	1

Étude commerciale	Clos des Roses La Victoire	EPARECA	16 500,00 € TTC	EPARECA	33,3%	5 520,00 €		1er semestre 2016	1
Etude de potentiel en immobilier d'entreprises	Clos des Roses La Victoire	EPARECA	11 271,00 € TTC	EPARECA	33,3%	3 757,00 €		1er semestre 2016	1
Etude juridique et foncière CC du Puy du Roy	Clos des Roses La Victoire	EPARECA	23 625,00 € TTC	EPARECA	33,3%	7 875,00 €		1er semestre 2018	1
Etude stratégique de requalification du patrimoine public	Clos des Roses La Victoire	Ville de Compiègne	100 000,00 €	ADEME (FREME)	25,0%	25 000,00 €		1er semestre 2018	2
Mission d'assistance et d'accompagnement juridiques et financiers relative à la démolition par la SA. OSICA (ESH) des trois résidences étudiantes	Clos des Roses La Victoire	ARC	18 575,00 €	OSICA	15,0%	2 786,25 €		2ème semestre 2016	1
Mission d'assistance et d'accompagnement juridiques et financiers relative à la démolition par la SA. OSICA (ESH) des trois résidences étudiantes	Clos des Roses La Victoire	ARC	18 575,00 €	CROUS	15,0%	2 786,25 €		2ème semestre 2016	1

Modalités d'accompagnement par la Région des quartiers reconnus NPNRU

Conformément à la délibération n°20161396 en date du 13 octobre 2016 relative au « *Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la Politique de la Ville pour la période 2017-2021 - Principes, cadrage et modalités de mise en œuvre* », la Région s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement des contrats de ville. Cet engagement aux côtés des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) s'appuie sur la mobilisation des politiques de droit commun et des crédits spécifiques relatifs à la politique de la ville (dont le NPNRU).

La Région, dans sa délibération 20170046 du 2 février 2017 relative au « *Soutien de la Région Hauts-de-France au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain* », a ainsi décidé d'accompagner les quartiers retenus au titre du NPNRU. Elle a traduit cette décision par la dotation d'une enveloppe financière pluriannuelle et prévisionnelle, propre à chaque EPCI porteur d'un ou plusieurs quartiers d'intérêt national ou régional. Pour l'Agglomération de la Région de Compiègne et Basse Automne, cette enveloppe est de 7,03 millions d'€.

La Région pourra intervenir à ce titre, sur des projets de renouvellement urbain s'inscrivant dans des démarches de développement intégré en mobilisant des crédits régionaux « renouvellement urbain » sur des opérations relevant des thématiques suivantes :

- le développement économique des quartiers,
- l'innovation sociale et/ou numérique,
- le traitement de l'habitat ancien dégradé et la réhabilitation du parc social,
- le renouvellement de l'offre de services à travers les équipements publics,
- l'aménagement urbain et l'attractivité.

Il est à noter que dans le cadre de ce protocole, c'est au nom de sa politique environnementale « de droit commun » que la Région intervient avec l'ADEME sur les deux études décrites à l'article 9.5.

La signature de ce protocole n'engage pour autant la Région ni sur la définition des périmètres étudiés ni sur le financement des opérations d'investissement ultérieures. Ces éléments seront examinés dans le cadre de la future convention opérationnelle.

ARTICLE 10. (À TITRE EXCEPTIONNEL) OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT FINANCÉES DANS LE PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

Article 10.1. Opérations financées par l'ANRU

Les opérations financées par l'ANRU dans le cadre du présent protocole examiné par le comité d'engagement, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 7. Leur financement par l'ANRU est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU et dans le règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU. Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'ANRU, le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Ces opérations peuvent démarrer (ordres de service études ou travaux, prise de poste, prise en compte du dossier d'intention de démolir[2]) à compter de la date de signature du présent protocole, sauf pour les opérations dont le démarrage aurait été autorisé préalablement. La date de prise en compte des dépenses doit figurer pour chacune des opérations dans les tableaux ci-après.

La résidence étudiante visée par la démolition, construite en 1989, est composée de 3 bâtiments (A, B et C) comptant 227 logements. Le foncier a été acquis auprès de la Ville de Compiègne par l'Etat (Education nationale) qui a consenti un bail emphytéotique d'une durée de 35 ans (jusqu'en 2024) à la SA HLM Nouveau Logis dont la SA. OSICA (ESH) a repris les droits. Dans le cadre du bail emphytéotique, la SA HLM Nouveau Logis s'est engagée à construire la résidence sociale et à la louer au CROUS d'Amiens aux fins de sous-location des étudiants.

Compte tenu de problèmes urgents de gestion et de sécurité, la Ville de Compiègne et l'ARC intègrent la démolition de la résidence durant la phase de préfiguration dans le cadre d'un pré-conventionnement accordée par l'ANRU lors du comité d'engagement exceptionnel du 26/06/2017. Ainsi, l'ensemble des opérations (études techniques préalable à la démolition et sécurisation des lieux notamment) en lien avec cette démolition peuvent commencer à partir du 26/07/2017, date du comité d'engagement relatif.

Les partenaires ont accordé au maître d'ouvrage de la démolition, la SA. OSICA (ESH), une participation financière de l'ANRU d'un montant plafonné à 832 027 euros, soit un taux de 36,06 % des dépenses (coûts techniques, honoraires et VNC) du bilan HT. À noter que le paiement de l'ANRU se fera sur la base des coûts réels des travaux de démolition, auxquels il sera rapporté le taux de 36,06 %, dans la limite de la subvention plafond de 832 027 euros.

[2] Cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier relatif au NPNRU

Libellé précis de l'opération	Nature d'opération	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Base de Financement (HT)	Taux de subvention ANRU	Subvention ANRU	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)
Démolition de la résidence étudiante du Clos des Roses	Démolition	SA. OSICA (ESH)	2 307 493,00	36,1 %	832 026,73	2nd semestre 2017	3 semestres	Clos des Roses

Le projet de protocole d'accord multipartite joint au dossier du Comité d'Engagement permet de retracer le contexte des décisions prises et d'établir de manière formelle le résultat des pré-engagements financiers et juridiques accordés par chaque partie : l'État (également en tant que délégué territorial de l'ANRU), le CROUS, la SA. OSICA (ESH), et l'ARC. Il a été signé le 6 octobre 2017 par l'ensemble des partenaires.

Article 10.2. Opérations financées par l'Anah

Le bilan de l'OPAH de l'ARC est actuellement en cours et sera achevé avant le lancement de l'étude relative aux copropriétés privées sur le périmètre du Clos des Roses. Ce bilan pourra ainsi nourrir le cahier des charges de l'étude des copropriétés afin d'en cibler le plus précisément l'objet, de déterminer leur degré de fragilité exact et de définir les solutions opérationnelles appropriées. L'OPAH a débuté en juillet 2016 pour une période de 3 ans. Depuis le 01 janvier 2017, elle intègre les 6 communes de l'ex-CCBA qui jusque-là bénéficiaient uniquement du PIG (Programme d'Intérêt Général) du département.

Intégré à Habitat Rénové la plateforme de rénovation énergétique de l'ARC, l'opérateur INHARI optimise les dossiers avec les différents partenaires de cette plateforme pour rénover les logements.

D'un point de vue quantitatif, les objectifs seront très certainement atteints sur 2017. Début septembre, 22 dossiers étaient déposés auprès de l'ANAH et 27 étaient en cours pour un objectif de 50 dossiers en précarité énergétique. L'objectif de 8 dossiers en autonomie a déjà été atteint (11 dossiers déposés).

En 2016 et 2017, outre des publications régulières dans les bulletins du territoire sous la bannière d'Habitat Rénové, l'opérateur OPAH a participé à plusieurs manifestations pour se faire connaître du grand public : forums et salons (3), réunions publiques (3), mais aussi ciblage de publics spécifiques comme les personnes atteintes de handicap avec une participation au forum : « Agir contre le handicap ».

Des actions ont également été menées pour sensibiliser les copropriétés avec notamment l'édition de plaquettes dédiées, l'organisation d'une réunion publique à Compiègne et l'envoi de courriers à l'ensemble des conseils syndicaux. Plus spécifiquement concernant les 3 copropriétés situées dans le périmètre ANRU du Clos des Roses : les Cormorans, les Cygnes et les Courlis. A ainsi été organisée une rencontre avec le syndic et le conseil syndical pour connaître les travaux réalisés par le passé, ainsi que leur souhait et motivation à engager des travaux pour l'avenir.

Afin de conserver une cohérence entre l'OPAH en cours et l'éventuel traitement des copropriétés des Cygnes, des Cormorans et des Courlis, il sera étudié la possibilité d'intégrer à l'OPAH par voie d'avenant les actions qui se révèleraient nécessaires après étude.

ARTICLE 11. DURÉE DU PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

Article 11.1. La durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le 1er juin 2016, et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le 2ème semestre 2019.

La date de fin opérationnelle des opérations d'ingénierie visées à l'article 9 est fixée au 2nd semestre 2019.

La date de fin opérationnelle des opérations d'investissement visées à l'article 10 est prévue à la fin du 2ème semestre 2019.

Le calendrier opérationnel indique le lancement de chaque opération conformément aux dispositions du Règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU.

Article 11.2. La durée administrative du protocole de préfiguration

Le présent protocole de préfiguration prend effet à partir de sa date de signature.

Le présent protocole s'achève au 31 décembre de la quatrième année après l'année au cours de laquelle s'effectue le solde de la dernière opération physique financée par l'Agence dans le cadre du présent protocole.

Le planning de réalisation des actions du programme de travail figure en Annexe 8.

ARTICLE 12. CONDITIONS DE FINALISATION DU PROJET DE CONVENTION PLURIANNUELLE DE RENOUVELLEMENT URBAIN – POINTS DE RENDEZ-VOUS AVEC L'ANRU

À l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du délégué territorial de l'ANRU le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Le porteur de projet prévoira à chaque achèvement d'une étude inscrite dans le programme de travail un moment de restitution à l'Agence, qui en constituera le bilan et permettra d'en tirer les enseignements utiles. Ces moments seront prévus en plus des comités de suivi opérationnel. Ces dispositions ne préjugent pas d'autres modes de rendez-vous intermédiaires qui pourraient être souhaités par l'ANRU et la délégation territoriale.

ARTICLE 13. CONDITIONS JURIDIQUES DE MISE EN ŒUVRE ET D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL – Action Logement

Le financement par l'ANRU de projets de renouvellement urbain est conditionné à la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention État- ANRU - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU, les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Dans le cas où des natures d'opérations générant des contreparties Action Logement seraient financées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration, ces contreparties devront être formalisées au plus tard dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'ANRU adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

Article 13.3.1 – Le financement des opérations par l'ANRU

Les dépenses finançables par l'Agence sont prises en compte conformément aux conditions décrites à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU.

Le tableau financier des opérations physiques figurant à l'annexe 7, signé par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprend, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU, au titre du NPNRU, est sollicité. Il fait ainsi apparaitre les concours financiers ANRU, déclinés entre montants de subventions ANRU et volumes de prêts bonifiés le cas échéant. L'ensemble des co-financements sont précisés : commune, EPCI, conseil départemental, conseil régional, organisme HLM, Caisse des dépôts, Europe, ...

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre du présent protocole de préfiguration : la participation financière de l'ANRU, au titre du NPNRU, s'entend pour un montant global maximal non actualisable de concours financiers de 1 212 689,23 €, comprenant 1 212 689,23 € de subventions (dont 832 026,73 € pour les opérations d'investissement visées à l'article 10) et 0,00 € de volume de prêts distribués par Action Logement (pour les opérations d'investissement visées à l'article 10).

Les concours financiers de l'ANRU sont attribués sous réserve du respect des dispositions du règlement général et du règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

Article 13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah

L'attribution et le versement des subventions de l'Anah s'effectuent conformément aux modalités prévues par ses règlements.

Au titre du présent protocole, l'engagement de l'Anah s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 7 500,00 €, répartis selon la programmation prévisionnelle du tableau de l'annexe 9. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

Article 13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en annexe 10, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Article 13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires

Voir article 9.5.

Article 13.4. Le respect des règlements de l'ANRU

En cas de mentions contradictoires qui seraient inscrites dans le présent protocole avec les dispositions des règlements de l'Agence, ces derniers prévalent.

Article 13.5. Contrôle et audits

Conformément à l'article 4 du RGA et l'article VII du règlement financier, l'ANRU peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'ANRU les documents et informations dont elle estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, au suivi et à l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration.

Le cas échéant, ils faciliteront les contrôles sur place ou sur pièces diligentés par l'ANRU.

En cas de contrôles sur place réalisés pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'ANRU. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le cas échéant, le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers faciliteront également les audits réalisés a posteriori par l'ANRU, portant sur l'intégralité des éléments remis par le bénéficiaire d'un concours financier de l'ANRU.

Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'ANRU, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Il peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- la réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- le réexamen du protocole de préfiguration ;

- la suspension, voire la résiliation du protocole de préfiguration.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

Par ailleurs, conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, des évolutions relatives aux dispositions du présent protocole peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont l'instruction s'effectuera dans les mêmes conditions que l'élaboration du protocole de préfiguration.

Dans le cadre fixé par l'ANRU, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant. Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément à l'article 122 du règlement financier relatif au NPNRU.

Article 13.8. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14.1. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre des actions initiées par l'ANRU

La mise en œuvre des programmes et des projets conduisent l'ANRU à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, de formation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation...Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'ANRU toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'ANRU, notamment dans le cadre de réseaux d'acteurs du renouvellement urbain. Ils s'engagent également à faciliter l'accès de leurs agents aux formations initiées par l'ANRU ou par ses partenaires.

Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent ainsi que les frais d'inscription à des formations entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'ANRU conformément au RGA relatif au NPNRU.

Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'ANRU (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

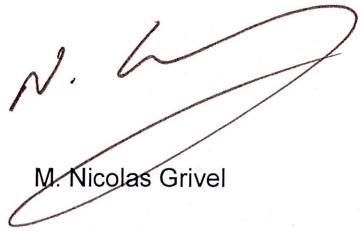
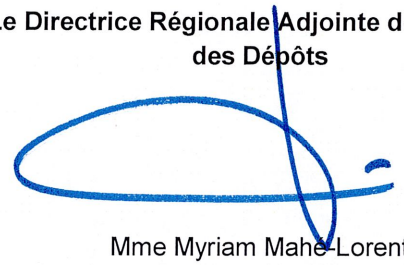
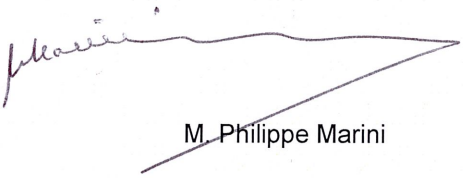
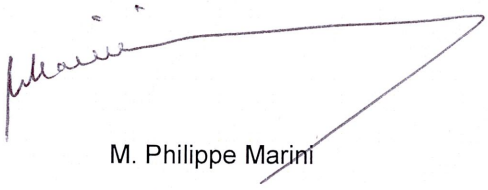
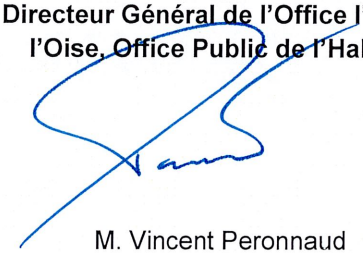
En cas de mobilisation par l'ANRU de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

Article 14.2. La signalétique des chantiers

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et d'Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre du présent protocole, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

Date[3] : 21 MARS 2018

Signatures

Le Préfet du département de l'Oise  M. Louis Le Franc	**Le Directeur Général de l'ANRU**  M. Nicolas Grivel
La Directrice Générale de l'Anah  Mme Valérie Mahuet-Taylor	**Le Directrice Régionale Adjointe de la Caisse des Dépôts**  Mme Myriam Mahé-Lorent
La Directrice générale d'EPARECA  Mme Valérie Lasek	**Le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne**  M. Philippe Marini
Le Maire de la Ville de Compiègne  M. Philippe Marini	**Le Directeur Général de l'Office l'OPAC de l'Oise, Office Public de l'Habitat**  M. Vincent Peronnaud

[3] Apposée par le dernier signataire (soit le directeur général de l'Anru ou le délégué territorial de l'Anru)

Le Président du Directoire de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) OSICA M. François-Xavier Desjardins	**Le Président du Conseil de Surveillance de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) Picardie Habitat** Yann CHEVALIER Président du Directoire M. Patrick-André Laubie
Le Président de la Région Hauts de France M. Xavier Bertrand	pour **Le Président de l'ADEME** **Le Directeur Régional**, Hervé FIGYON M. Bruno Léchevin

ANNEXES

Annexe 1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville (évolution de la géographie prioritaire de l'ARC – d'une ZUS à trois quartiers prioritaires dont deux éligibles au NPNRU) 63

Annexe 2. Plan des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru 64

Annexe 2.1. Présentation des sous-secteurs au sein du quartier du Clos des Roses 65

Annexe 2.2. Présentation des sous-secteurs au sein du quartier de La Victoire 66

Annexe 3. Axes d'intervention urbaine et premiers objectifs opérationnels 67

Annexe 3.1. Axes d'intervention urbaine et premiers objectifs opérationnels en vue du NPRU du Clos des Roses 67

Annexe 3.2. Axes d'intervention urbaine et premiers objectifs opérationnels en vue du NPRU de La Victoire 69

Annexe 4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet 70

Annexe 5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés 71

Annexe 6. Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation 72

Annexe 7. Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration 73

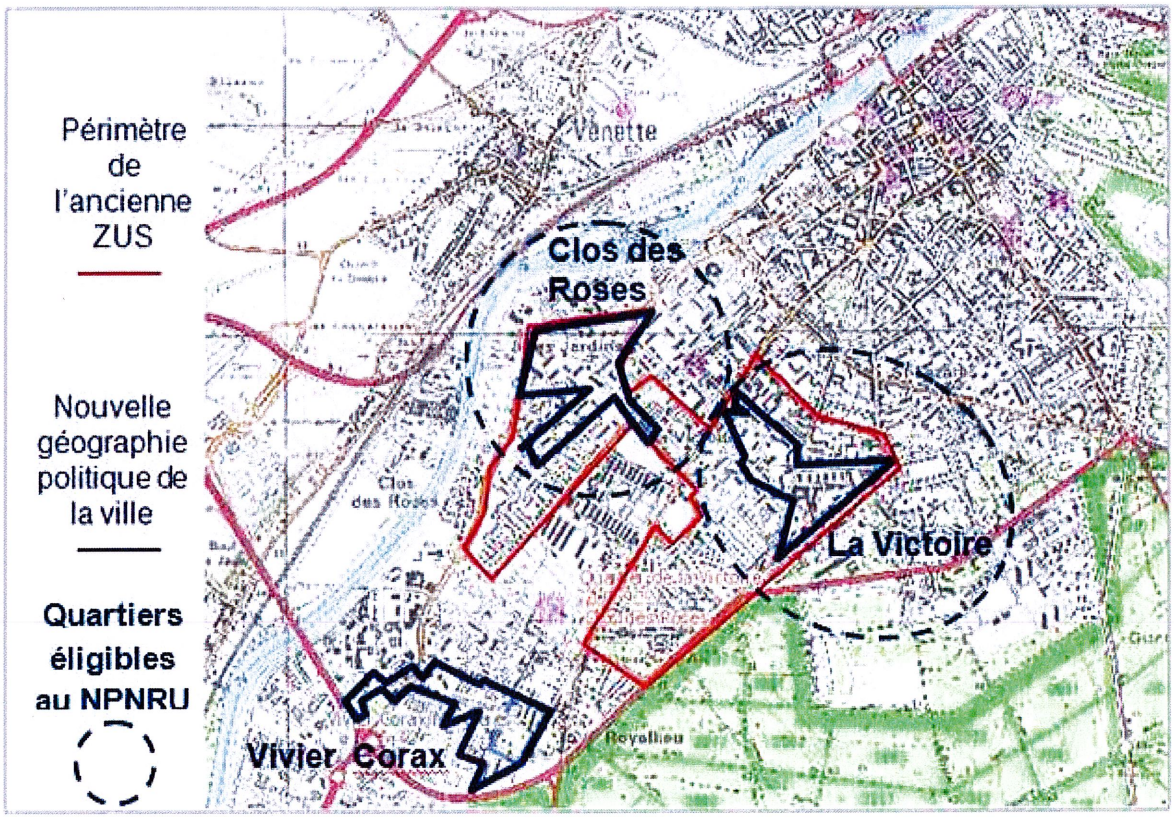
Annexe 8. Planning de réalisation des actions du programme de travail 74

Annexe 9. Tableau des financements de l'Anah 75

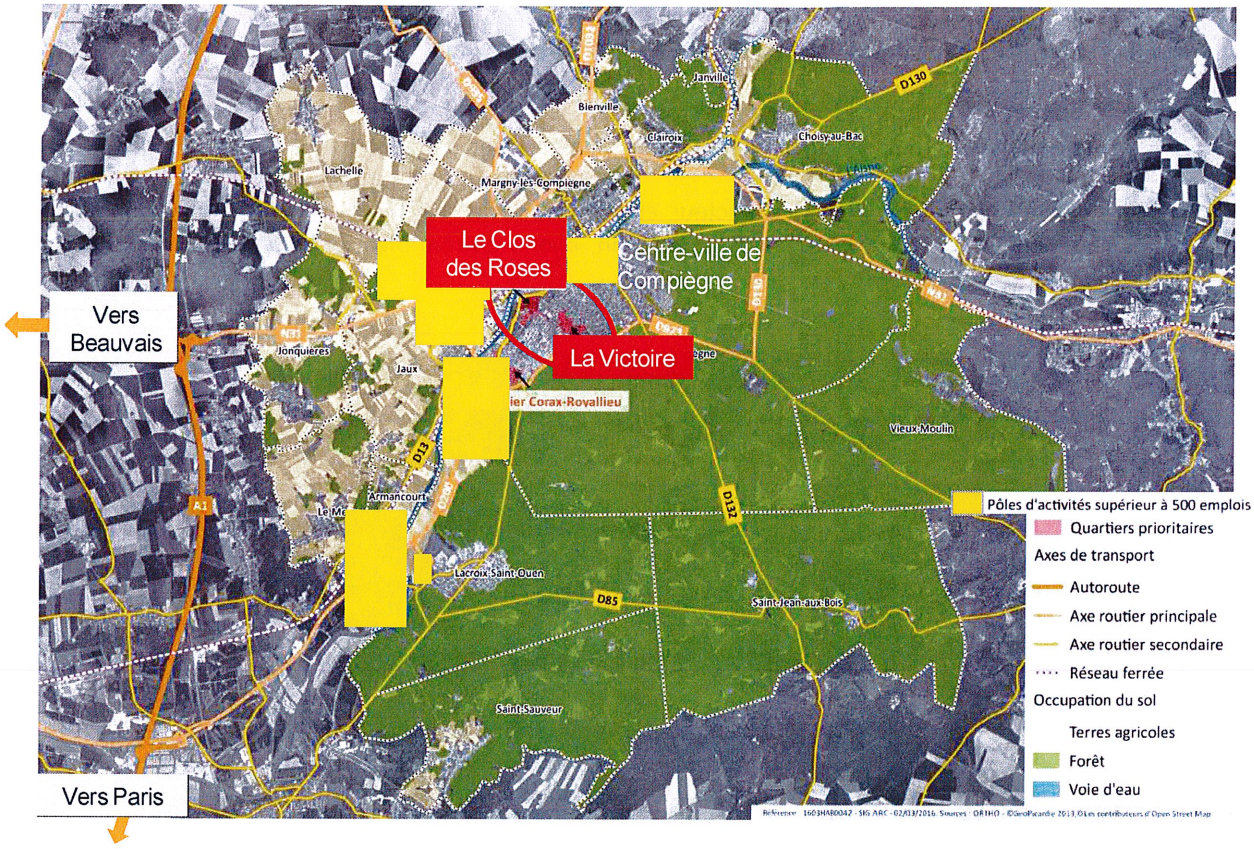
Annexe 10. Tableau des financements de la Caisse des Dépôts 76

Liste détaillée des annexes

Annexe 1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville (évolution de la géographie prioritaire de l'ARC – d'une ZUS à trois quartiers prioritaires dont deux éligibles au NPNRU)



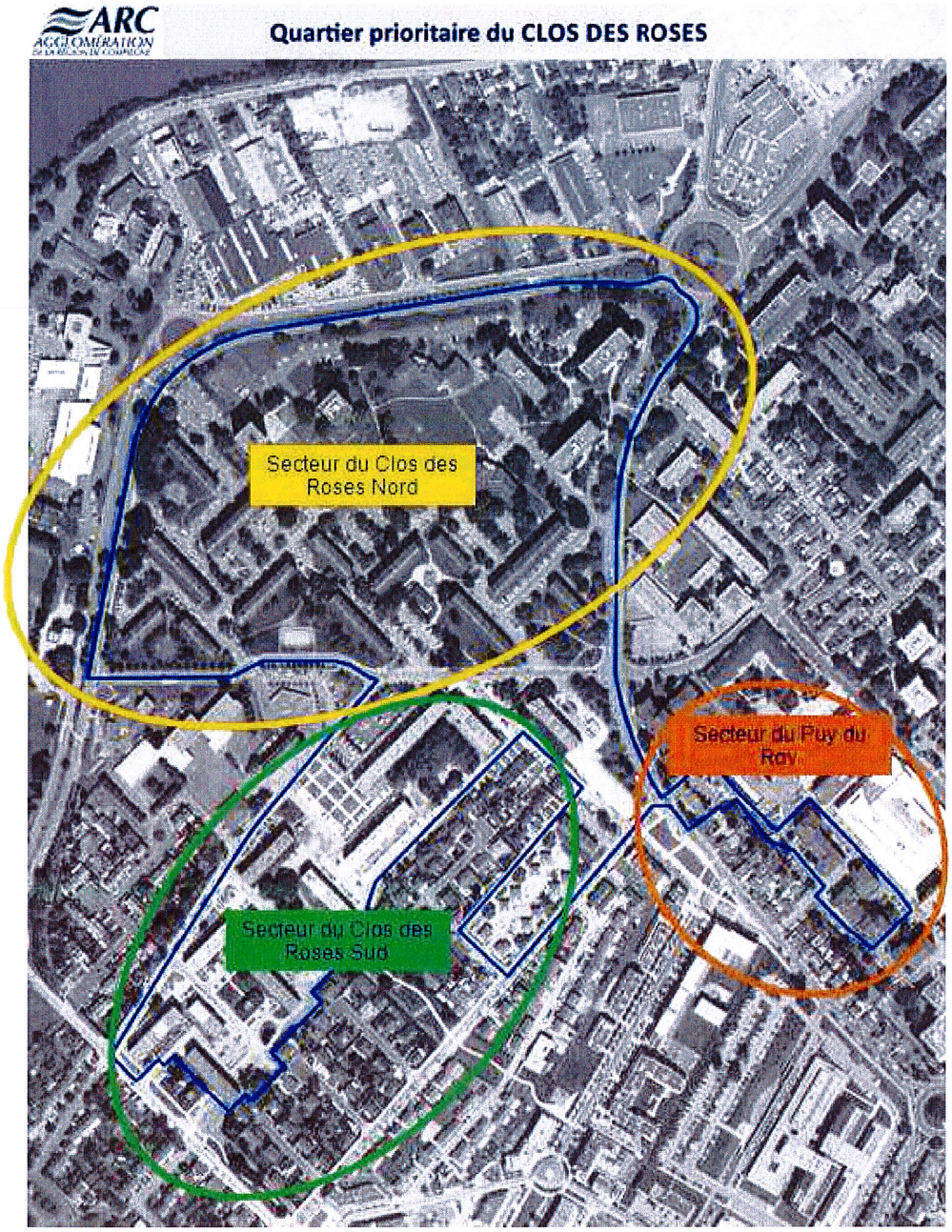
Annexe 2. Plan des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU



Annexe 2.1. Présentation des sous-secteurs au sein du quartier du Clos des Roses

Le quartier prioritaire du Clos des Roses se décompose en trois sous-secteurs :

- **le Clos des Roses Sud** : il s'agit du secteur qui a bénéficié du PRU 1 ;
- **le Clos des Roses Nord** : non traité par le PRU 1, ce secteur, essentiellement résidentiel, comprend notamment les seules copropriétés privées « anciennes » du quartier ;
- **le secteur du Puy du Roy** : ce secteur abrite essentiellement le centre commercial éponyme aujourd'hui en difficulté. De part sa localisation, il joue un rôle pivot entre les deux quartiers du Clos des Roses et de La Victoire.



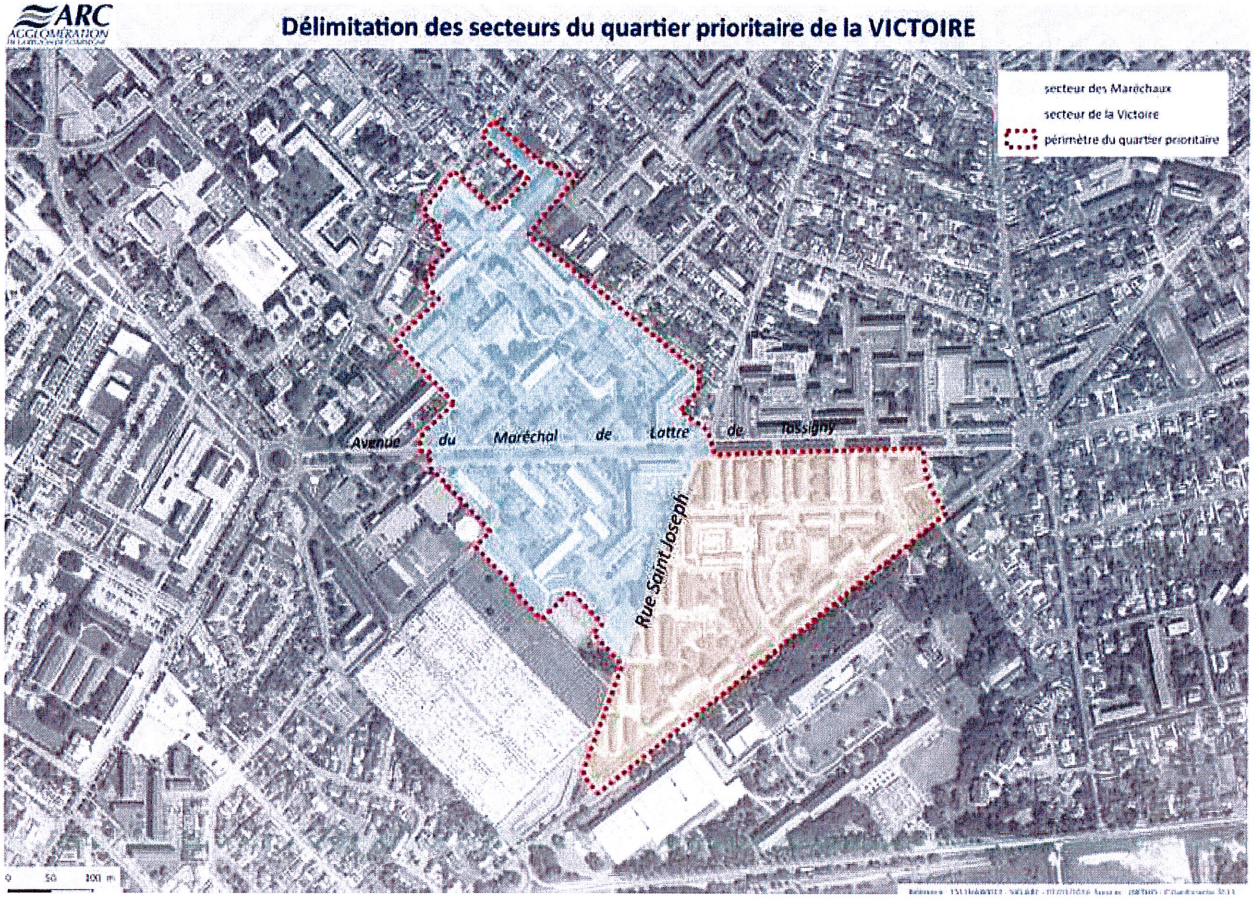
Annexe 2.2. Présentation des sous-secteurs au sein du quartier de La Victoire

Le nouveau quartier prioritaire de la Victoire (anciennement compris dans la ZUS) correspond en réalité à deux sous-secteurs de conceptions urbaines très différentes et aux problématiques distinctes :

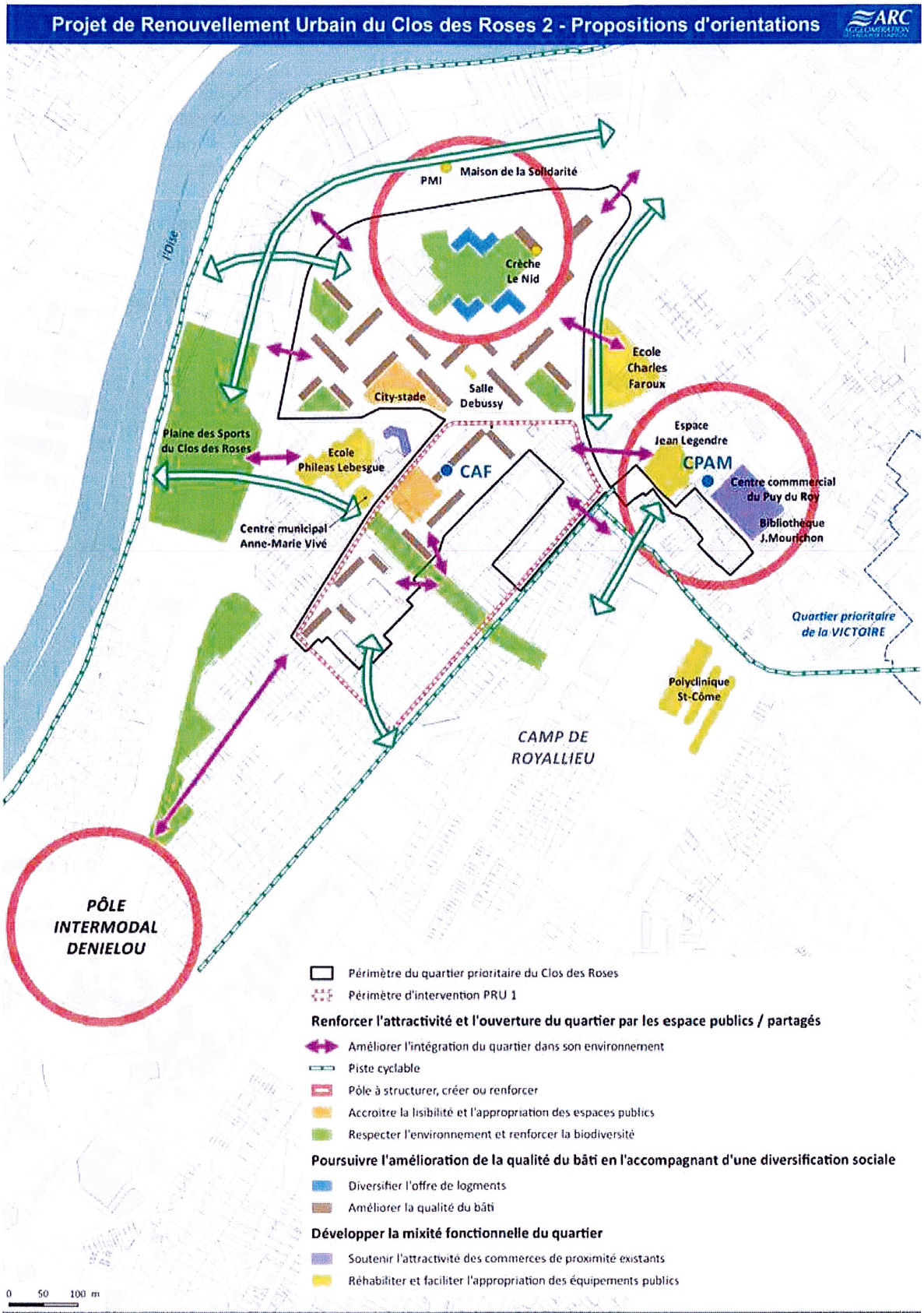
- **le secteur de la Victoire dite « historique »**, au sud-est (un des premiers quartiers d'habitat social de Compiègne, ayant alors bénéficié d'une conception architecturale de qualité mais connaissant aujourd'hui une dégradation de certains de ces équipements et une paupérisation de ses locataires) ;

- **le secteur des Maréchaux** au nord-ouest (ancienne ZUP développée dans les années 1960 dont la conception architecturale est beaucoup plus médiocre et dont la trame viaire est peu lissible).

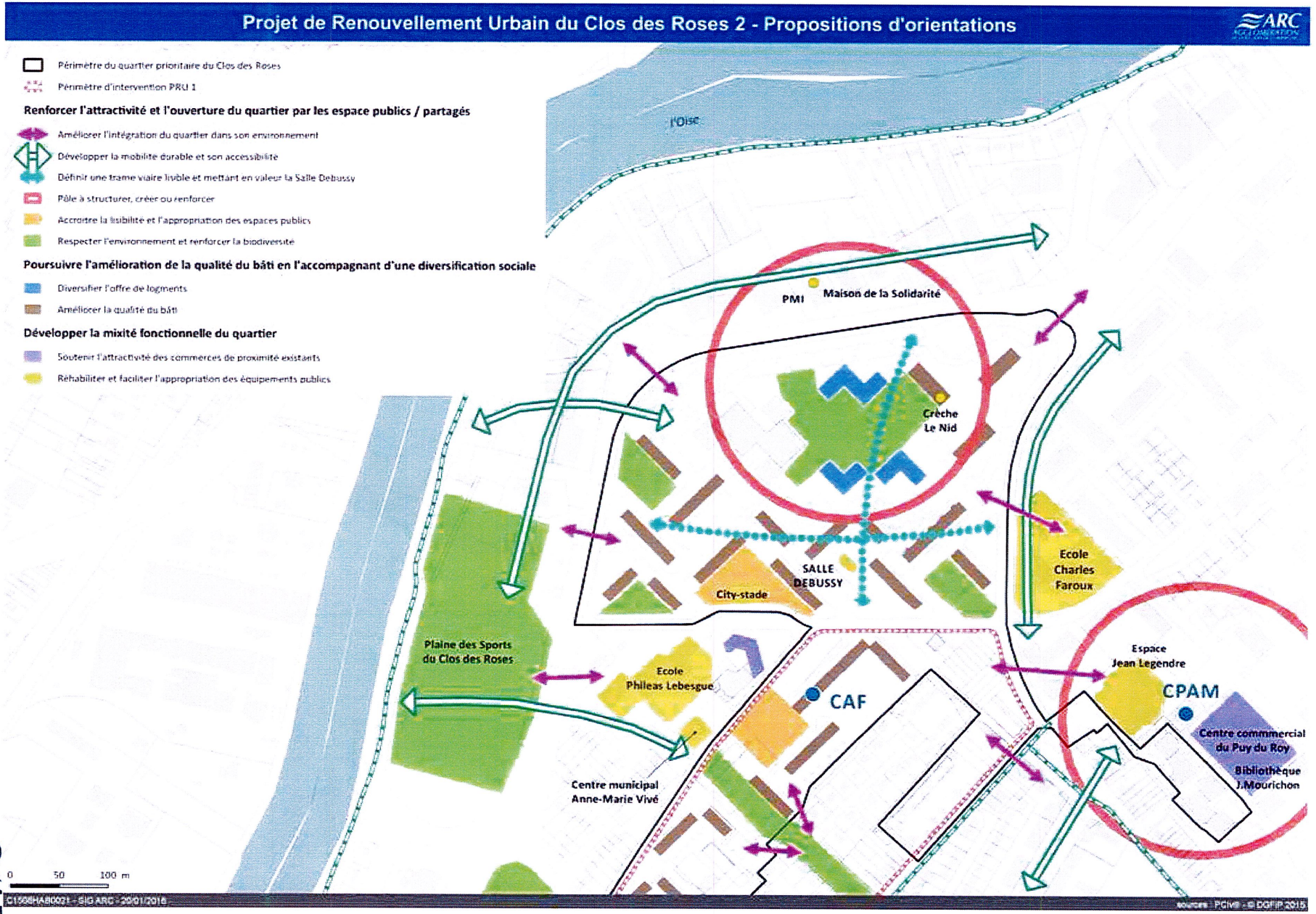
Ces deux secteurs sont séparés par des voies publiques et qui peuvent constituer de réelles coupures (rue Saint Joseph et avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny notamment).



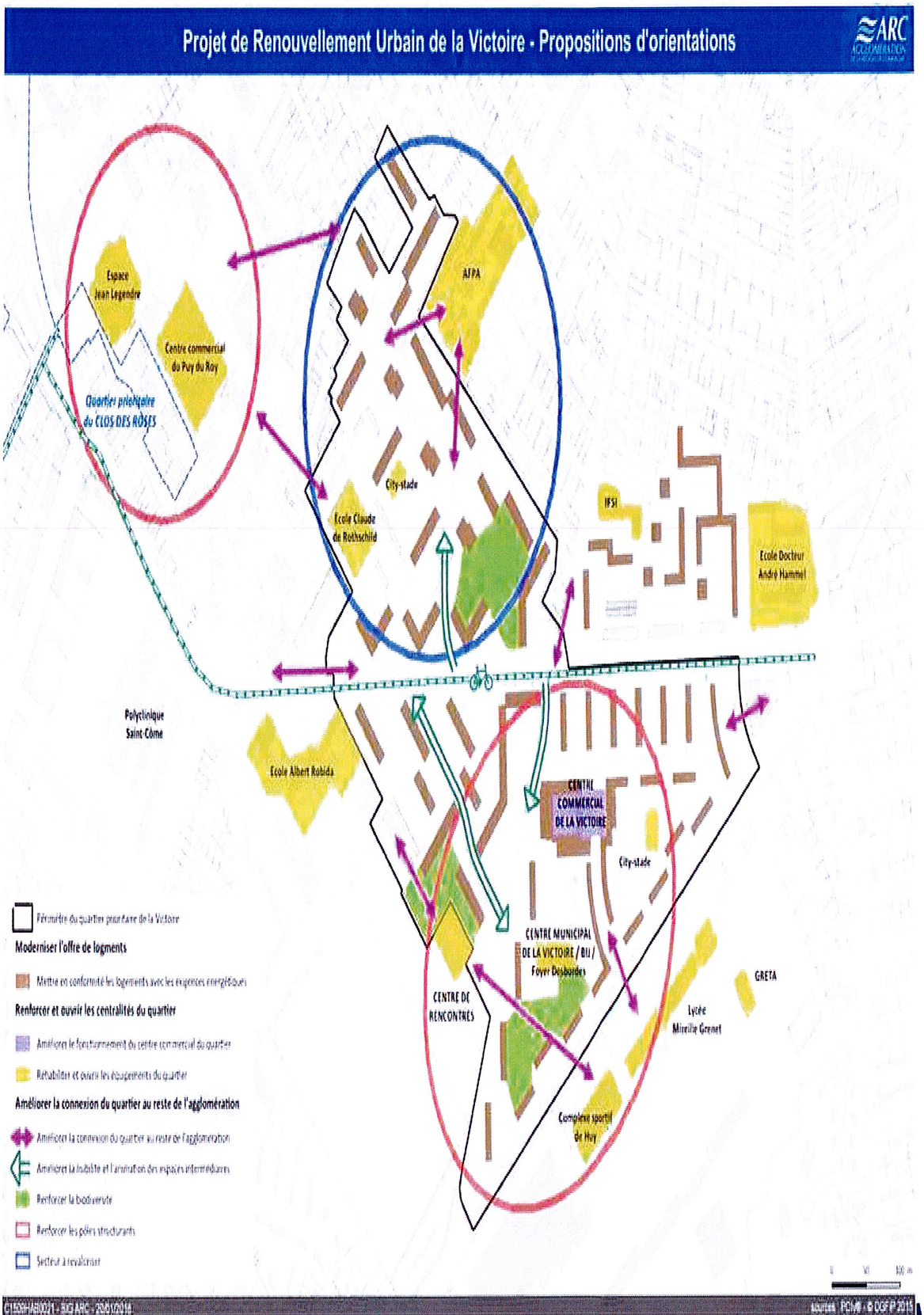
Annexe 3.1. Axes d'intervention urbaine et premiers objectifs opérationnels en vue du NPRU du Clos des Roses



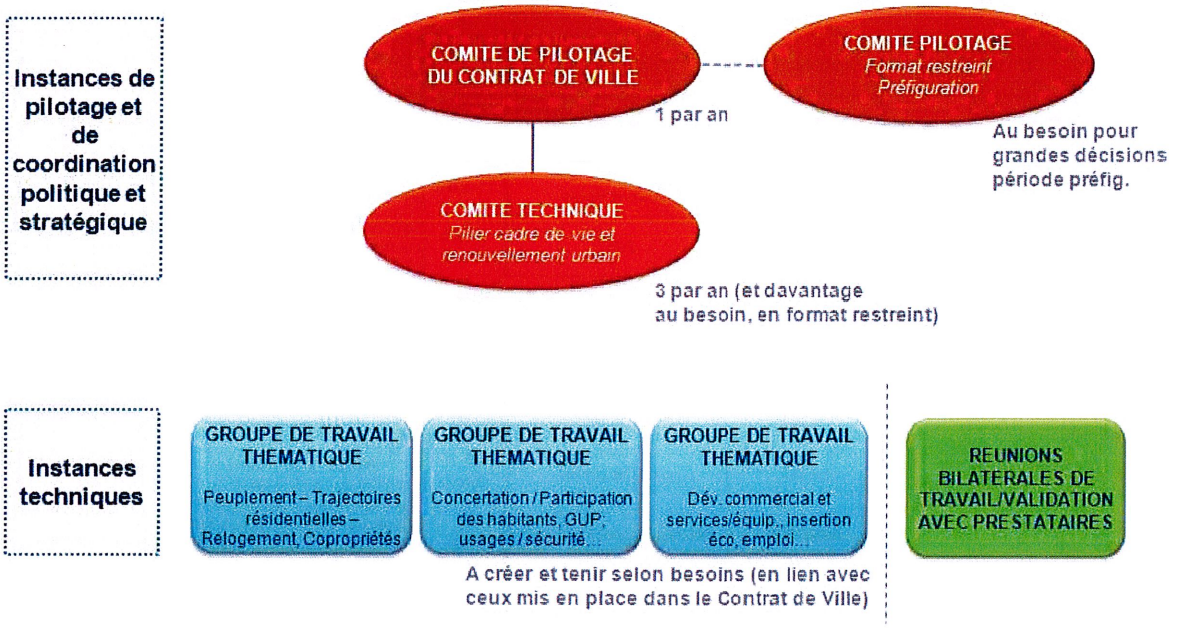
ARC AGGLOMÉRATION DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

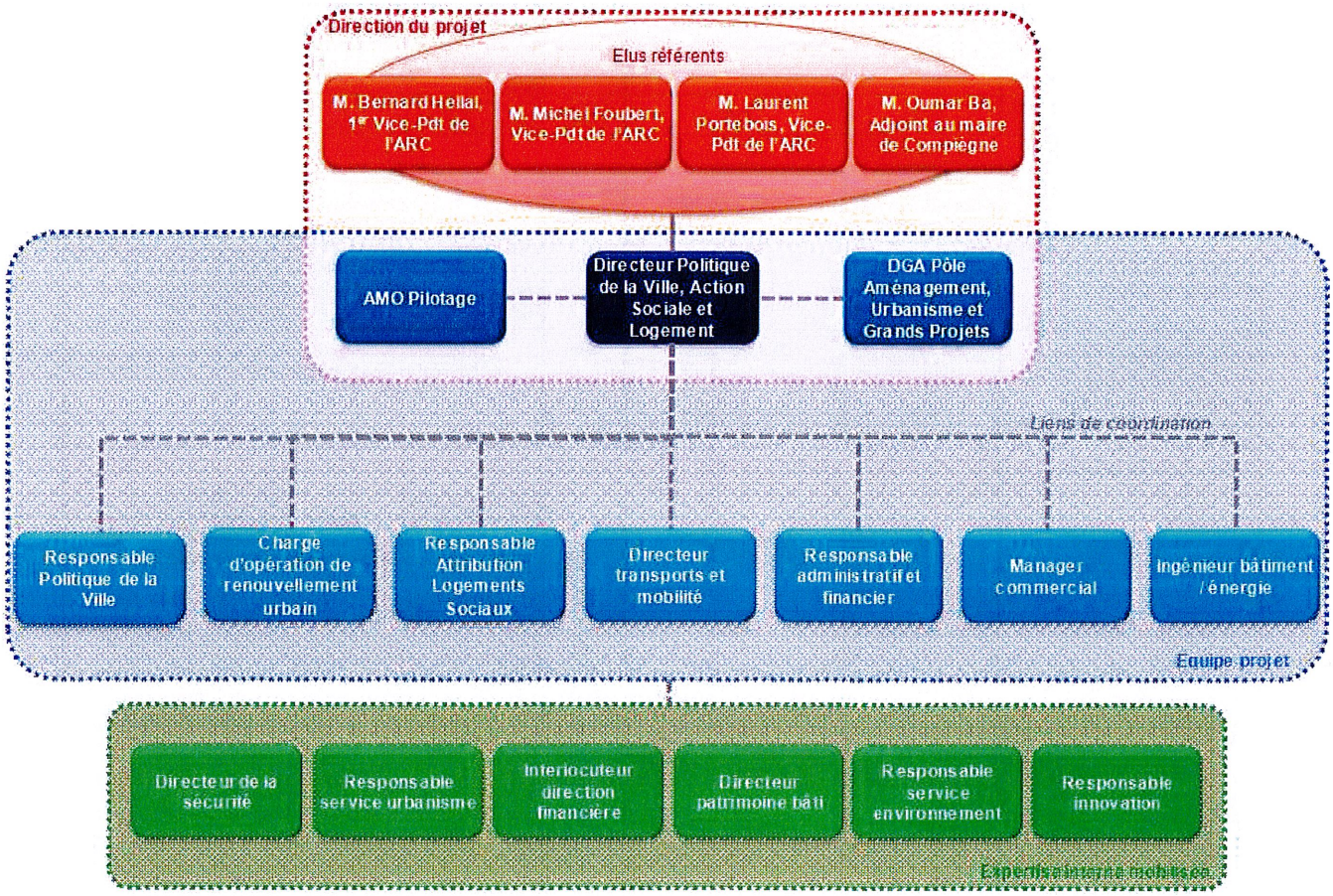

Projet de Renouvellement Urbain du Clos des Roses 2 - Propositions d'orientations
Périmètre du quartier prioritaire du Clos des Roses
Périmètre d'intervention PRU 1
Renforcer l'attractivité et l'ouverture du quartier par les espace publics / partagés
Améliorer l'intégration du quartier dans son environnement
Développer la mobilité durable et son accessibilité
Définir une trame viaire lisible et mettant en valeur la Salle Debussy
Pôle à structurer, créer ou renforcer
Accroitre la lisibilité et l'appropriation des espaces publics
Respecter l'environnement et renforcer la biodiversité
Poursuivre l'amélioration de la qualité du bâti en l'accompagnant d'une diversification sociale
Diversifier l'offre de logments
Améliorer la qualité du bâti
Développer la mixité fonctionnelle du quartier
Soutenir l'attractivité des commerces de proximité existants
Réhabiliter et faciliter l'appropriation des équipements publics
l'Oise
PMI
Maison de la Solidarité
Crèche Le Nid
SALLE DEBUSSY
City-stade
Ecole Charles Faroux
Plaine des Sports du Clos des Roses
Ecole Philéas Lebesgue
CAF
Espace Jean Legendre
CPAM
Centre commmercial du Puy du Roy
Bibliothèque J.Mourichon
Centre municipal Anne-Marie Vivé
0 50 100 m
C1508HA80028 - SIG ARC - 20/01/2016
sources : PCIv® - © DGFiP 2015

Annexe 3.2. Axes d'intervention urbaine et premiers objectifs opérationnels en vue du NPRU de La Victoire



Annexe 4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet

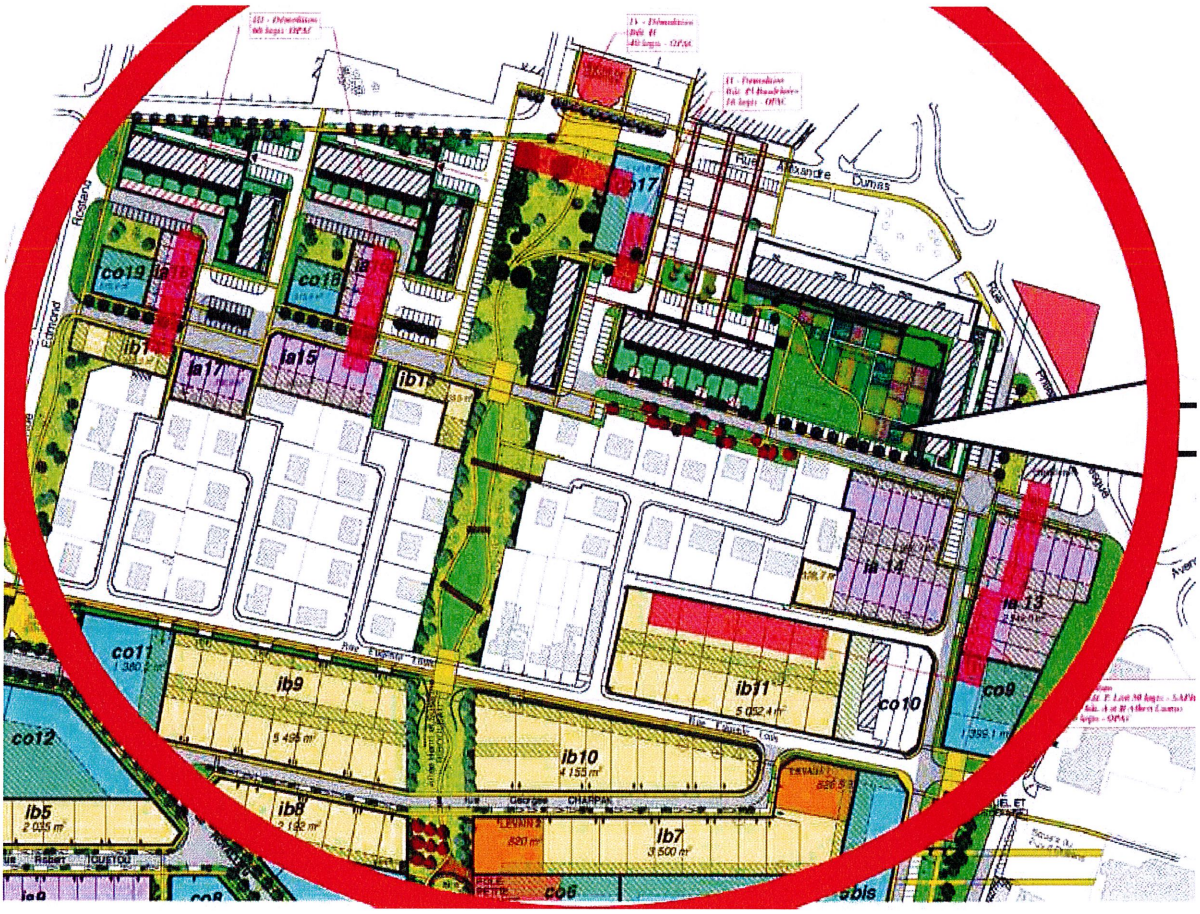




Annexe 5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés

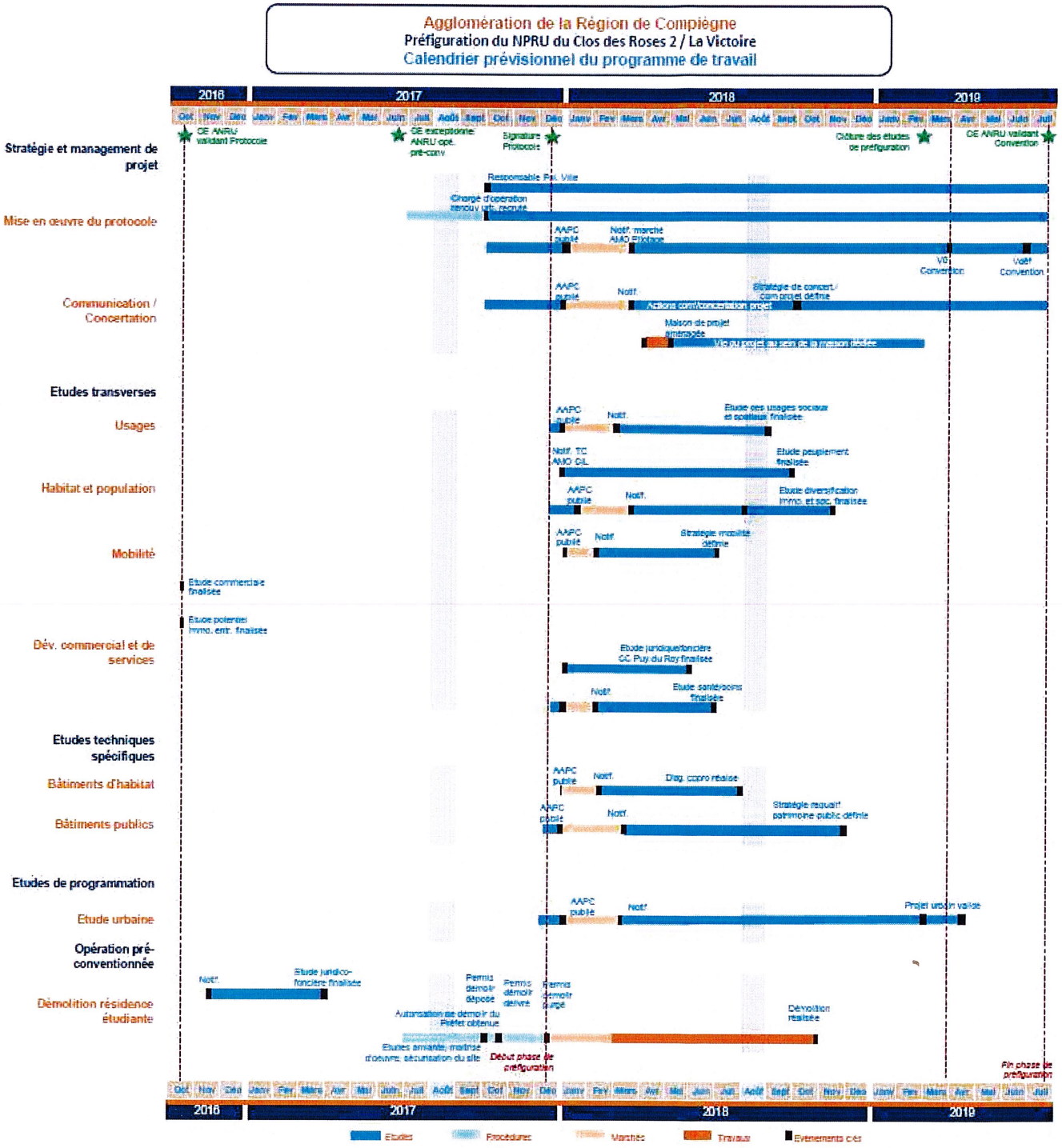
Nom de l'étude	Date de rendu	Périmètre de l'étude	MOA	Principaux éléments de contenu, problématiques abordées / à aborder
Bâtiments				
Rapport diagnostic amiante - Résidence CROUS le Clos des Roses (bât. A-B-C)	Septembre 2014	Clos des Roses	OSICA	-
Audit énergétique	mai-13	Clos des Roses (patrimoine Hector Berlioz)	Picardie Habitat	Analyse de la situation de la performence énergétique des bâtiments et des logements.
Diagnostic de performance énergétique	Ce jour	Clos des Roses	Picardie Habitat	
Diagnostic Amiante et parties communes	2005 / 2014	Clos des Roses	Picardie Habitat	Analyse de la situation des bâtiments au regard de l'amiante.
Repérage des grandes copropriétés potentiellement fragiles dans l'ARC	2010	ARC	Oise la Vallée	Quantification et repérage cartographique, focus sur les copropriétés présentant des signes de fragilité (Clos des Roses et Victoire sont concernés)
Habitat - Population				
Diagnostic multi-sectoriel pour la réalisation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat	En cours	ARC	ARC - Am., urba, GP	Habitat : typologie, occupation, prix du marché (loyer/achat), mobilité résidentielle; identification des besoins en construction, rénovation, typologie, parcours résidentiel, mixité sociale...
Occupation sociale de chaque programme	Ce jour	Clos des Roses	Picardie Habitat	Occupation sociale de chaque programme intégrant les éléments d'âges, de situations familiales, de revenus, de taux de couverture APL, etc.
Description du patrimoine	Ce jour	Clos des Roses	Picardie Habitat	Information quant à la typologie des logements, leur surface habitable, le loyer, la vacance, le taux de rotation, etc.
Caractéristiques d'occupation de chaque programme	Juillet 2015	Clos des Roses / La Victoire	OPAC de l'Oise	Caractéristiques sur l'offre, le fonctionnement locatif (vacance), indicateurs démographiques, indicateurs économiques, fonctionnement social et indicateurs de sécurité, localisation et environnement.
Etude des potentiels de développement d'une offre en logements dans l'Agglomération de la Région de Compiègne	Juillet 2014	ARC avec un focus sur le marché immobilier du quartier Clos des Roses	OSICA	Logements familiaux (accession) : une opération de logements familiaux est envisageable sous réserve de proposer des produits et des prix en adéquation avec la demande locale (du T2 au T4, plutôt spacieux, dans des valeurs de prix telles que 160 K€ pour un T4). Résidence étudiante : le potentiel de développement en résidence étudiante apparaît limité (ratio autour de 20 logements pour 100 étudiants, soit un ratio extrêmement élevé). Un développement futur paraît également peu réaliste même si les effectifs étudiants seront portés à +/-8500 étudiants (ration de 13 logements pour 100 étudiants).
Enquête qualitative sur les parcours résidentiels dans l'ARC	2011	ARC	Oise la Vallée	Evolution statut d'occupation, motifs de mobilité résidentielle, satisfaction vis-à-vis du logement.
Energies				
Rapport du délégataire sur le fonctionnement du réseau de chaleur de Compiègne	En cours (fin 2015)	Ville de Compiègne	ARC - Dév durable	
Analyse des résultats de la thermographie aérienne	En cours (T1 2016)	ARC	ARC - Dév durable	Atelier projet d'étudiants de l'UTC sur une analyse fine des résultats de la thermographie aérienne sur l'ensemble du territoire (et notamment des quartiers). Analyse des liens entre les pertes de chaleur au niveau des toitures et les formes d'habitat.
Comparatif des modes de consommation OPAC	*2008*	*Clos des Roses*	*Ville*	
Impact des opérations de renouvellement urbain de la sous-station C2 sur l'équilibre de la concession de chauffage urbain	*2009*	*Clos des Roses*	*Ville*	
Mobilité - Déplacements				
Plan Vélo pour Compiègne	En cours	Ville de Compiègne		Réflexion/propositions sur le développement du vélo en ville, l'apaisement de la circulation au profit des modes actifs (vélos, piétons) sur l'ensemble de la ville afin d'améliorer les continuités cyclables et favoriser le recours au vélo dans le cadre des déplacements utilitaires/quotidiens.
Plan Global de déplacements	En cours (T1 2017)	ARC	ARC - Déplacement	Sorte de mini-PDU: étude de planification sur l'ensemble des thématiques de mobilité au sein de l'agglomération. Inventaire des capacités de stationnement inclus dans la démarche. Enquête prévue sur les parts modales en gare.
Enquête Origine-Destination sur le réseau urbain	2012	Cœur d'Agglomération / territoire couvert par le réseau urbain	ARC - Déplacement	Nombre de déplacements de zone à zone dans Compiègne, sur la base d'un découpage zonal proche des logique de quartiers. Principales destinations des habitants du Clos des Roses et de la Victoire utilisant le bus.
Urbain - programmation				
Etude de capacité urbaine et architecturale relative aux bâtiments CROUS situés quartier Clos des Roses	Novembre 2014	Clos des Roses	OSICA	Etude de reconstruction de logements familiaux (accession et/ou location intermédiaire) d'OSICA sur le site de Clos des Roses. Deux scénarii étudiés : restructuration de la résidence étudiante et démolition / reconstruction.
Etude de capacité urbaine et architecturale relative aux bâtiments CROUS situés quartier Clos des Roses	Novembre 2015	Clos des Roses	OSICA	Mise à jour de l'étude de capacité urbaine pour approfondir le scénario de la reconstruction et pour prendre en compte les objectifs de la Ville et l'ARC définies dans le cadre de l'élaboration du Protocole de préfiguration
Diagnostic urbain de la ZUS	2005	Clos des Roses	Ville	

Annexe 6. Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation



Plan masse du PRU1

Annexe 8. Planning de réalisation des actions du programme de travail



Annexe 7. Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 315	LOCALISATION													CONTRIBUTIONS																				PRETS				ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	NBRE QPV	NBRE COMMUNE																																							
60159/Compiègne/QPV national/Clos Des Roses 60159/Compiègne/QPV national/Le Victoire.	QP060007 QP060006	60159 60159																																							
PORTEUR DE PROJET																																									
CA REGION COMPIEGNE BASSE AUTOMNE																																									
N° de protocole(3 caractères) N°SIRECT (QPV sur 2 caractères) *N° de famille d'opérations (sur 2 caractères) *N° d'ordre opération de l'année (sur 3 caractères) (Opération physique liée au dispositif opérationnel (Opération physique liée au dispositif opérationnel *N° Chrono opérations physiques élémentaires (objet d'une attribution de subvention)																																								
	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE FINANCEMENT PREVISIONNELLE	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEIL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL y compris les prêts		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire Prêt CDC	Pour mémoire Prêt Bonifié AL	Démarrage Année	Démarrage semestre	Durée en semestre	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT (3 caractères)	LIEU DE REALISATION (QPV ou commune)	NBRE	TYPE (RE,R+)	NBRE	SDP	LOGT	M2																																
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%							
1& ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																									
315 6960007 14 0001 001 Poste de Directeur de la Politique de la	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	86 250,00	0,00%	86 250,00	86 250,00	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	4	v
315 6960007 14 0001 002 Poste de chargé d'opération de renouvelle	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	142 500,00	0,00%	142 500,00	142 500,00	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	4	v
315 6960007 14 0001 003 AMO pilotage phase de préfiguration	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	230 000,00	20,00%	276 000,00	230 000,00	0,00	0,00%	115 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	92 000,00	40,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	6	v
315 6960007 14 0001 004 AMO concertation/communication phase pr	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	40 000,00	20,00%	48 000,00	40 000,00	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	3	v
315 6960007 14 0001 005 Etude des usages sociaux et spatiaux	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	50 000,00	20,00%	60 000,00	50 000,00	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	v
315 6960007 14 0001 006 Mission d'assistance et d'accompagnement	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	18 575,00	20,00%	22 290,00	18 575,00	0,00	0,00%	9 716,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 788,25	15,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 788,25	15,00%	9 287,50	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	1	v
315 6960008 14 0001 007 Aménagement de la maison de projet	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	5 000,00	20,00%	6 000,00	5 000,00	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	1	v
315 6960008 14 0001 008 Etude de peuplement - Focus QPV Clos de	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	v
315 6960008 14 0001 009 Etude stratégique de diversification immo	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	95 000,00	20,00%	114 000,00	95 000,00	0,00	0,00%	19 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	40 000,00	42,11%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	36 000,00	37,89%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	v
315 6960008 14 0001 010 Etude de stratégie globale de mobilité	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	22 286,71	20,00%	26 742,85	22 286,71	0,00	0,00%	6 686,71	30,00%	0,00	0,00%	9 600,00	43,08%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	17,95%	2 000,00	8,97%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	v
315 6960008 14 0001 011 Etude sur l'offre de santé et l'accès aux	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	v
315 6960007 14 0001 012 Etude urbaine du Clos des Roses 2 et de L	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	140 000,00	20,00%	168 000,00	140 000,00	0,00	0,00%	70 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	28 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	v
315 6960007 14 0001 013 Diagnostic social et patrimonial des copr	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SDCA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	3 750,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 750,00	25,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	v
315 6960008 14 0002 001 Etude de requalification du patrimoine pu	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SDCOMMUNE DE COMPIEGNE/315	100 000,00	20,00%	120 000,00	100 000,00	30 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	20 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	v
315 6960007 14 0003 001 Etude commerciale	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	SMEPAREGA4206265600022	16 560,00	0,00%	16 560,00	16 560,00	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	v
315 6960008 14 0003 002 Etude de potentiel en immobilier d'entrep	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SMEPAREGA4206265600022	11 271,00	0,00%	11 271,00	11 271,00	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	v
315 6960008 14 0003 003 Etude juridique et foncière sur le secte	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	SMEPAREGA4206265600022	23 625,00	0,00%	23 625,00	23 625,00	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	v
SOUS TOTAL 1& ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		1 026 086,71		1 175 236,85	1 026 086,71	30 000,00	2,92%	405 877,71	39,55%	0,00	0,00%	34 600,00	3,37%	47 788,25	4,66%	91 922,00	8,96%	0,00	0,00%	7 500,00	0,73%	29 894,25	2,33%	440 662,80	37,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
2T DEMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX																																								
315 6960007 21 0001 001 Démolition de la résidence étudiante du C	NPN	QP060007		3		227	6 540,00	10 165,17	952,63	75OSICA5520464440259	2 307 493,00	8,36%	2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	3	v
SOUS TOTAL 2T DEMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX				3		227	6 540,00	10 165,17	952,63		2 307 493,00		2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				3		227	6 540,00				3 333 579,71		3 675 731,85	3 333 579,71	30 000,00	0,90%	1 005 877,71	30,29%	0,00	0,00%	34 600,00	1,04%	923 252,52	27,70%	91 922,00	2,76%	0,00	0,00%	7 500,00	0,22%	29 894,25	0,72%	1 272 689,23	38,38%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du xyst7 ma d'information le : 06/12/2017 ? 17:33)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 315	LOCALISATION												CONTRIBUTIONS																				PRETS				ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE																																						
60158\Compiègne\QPV national\Clos Des Roses 60158\Compiègne\QPV national\La Victoire	QP060007 QP060008	60159 60159																																						
PORTEUR DE PROJET																																								
CA REGION COMPIEGNE BASSE AUTOMNE																																								
N° de protocole(3 caractères) + N°INSEE (QPV sur 7 caractères) +N° de famille d'opération(sur 2 caractères) +N° Chrono - Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle, une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps). N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)																																							
	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	verif
		QPV DE RATTACHEMENT(si assimilé)	LIEU DE REALISATION(si QPV / commune	NBRE	TYPE (MLR+)	NBRE	SDP	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL									y compris les prêts														Prêt CDC	Prêt Bonifié AL	Année	semestre	semestre	
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%						
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																								
315 6060007 14 0001 001 Poste de Directeur de la Politique de la	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	86 250,00	0,00%	86 250,00	86 250,00	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	4	V
315 6060007 14 0001 002 Poste de chargé d'opération de renouvelle	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	142 500,00	0,00%	142 500,00	142 500,00	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	4	V
315 6060007 14 0001 003 AMO pilotage phase de préfiguration	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	230 000,00	20,00%	276 000,00	230 000,00	0,00	0,00%	115 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	4	V
315 6060007 14 0001 004 AMO concertation/communication phase pr	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	40 000,00	20,00%	48 000,00	40 000,00	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	23 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	92 000,00	40,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	3	V
315 6060007 14 0001 005 Etude des usages sociaux et spatiaux	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	50 000,00	20,00%	60 000,00	50 000,00	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	3	V
315 6060007 14 0001 006 Mission d'assistance et d'accompagnement	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	18 575,00	20,00%	22 290,00	18 575,00	0,00	0,00%	3 715,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 786,25	15,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9 287,50	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
315 6060008 14 0001 007 Aménagement de la maison de projet	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	5 000,00	20,00%	6 000,00	5 000,00	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	1	V
315 6060008 14 0001 008 Etude de peuplement - Focus QPV Clos de	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060008 14 0001 009 Etude stratégique de diversification immo	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	95 000,00	20,00%	114 000,00	95 000,00	0,00	0,00%	19 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	40 000,00	42,11%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	36 000,00	37,89%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060008 14 0001 010 Etude de stratégie globale de mobilité	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	22 285,71	20,00%	26 742,85	22 285,71	0,00	0,00%	6 685,71	30,00%	0,00	0,00%	9 600,00	43,08%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	17,95%	2 000,00	8,97%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060008 14 0001 011 Etude sur l'offre de santé et l'accès aux	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060007 14 0001 012 Etude urbaine du Clos des Roses 2 et de L	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	140 000,00	20,00%	168 000,00	140 000,00	0,00	0,00%	70 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	28 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	3	V
315 6060007 14 0001 013 Diagnostic social et patrimonial des copr	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	3 750,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 750,00	25,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060008 14 0002 001 Etude de requalification du patrimoine pu	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/COMMUNE DE COMPIEGNE/216	100 000,00	20,00%	120 000,00	100 000,00	30 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	20 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060007 14 0003 001 Etude commerciale	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/4208295580002 2	16 560,00	0,00%	16 560,00	16 560,00	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	1	1	V
315 6060008 14 0003 002 Etude de potentiel en immobilier d'entrep	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/4208295580002 2	11 271,00	0,00%	11 271,00	11 271,00	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	1	1	V
315 6060008 14 0003 003 Etude juridique et foncière sur le centre	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/4208295580002 2	23 625,00	0,00%	23 625,00	23 625,00	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		1 026 066,71		1 175 238,85	1 026 066,71	30 000,00	2,92%	409 677,71	39,93%	0,00	0,00%	34 600,00	3,37%	47 786,25	4,66%	91 902,00	8,96%	0,00	0,00%	7 500,00	0,73%	23 938,25	2,33%	380 662,50	37,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
21 DeMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX																																								
315 6060007 21 0001 001 Démolition de la résidence étudiante du C	NPN	QP060007		3		227	6 540,00	10 165,17	352,83	75/OSICA/55204648400259	2 307 493,00	8,36%	2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	675 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	3	V
SOUS TOTAL 21 DeMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX				3		227	6 540,00	10 165,17	352,83		2 307 493,00		2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	675 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				3		227	6 540,00				3 333 559,71		3 675 731,85	3 333 559,71	30 000,00	0,90%	1 009 677,71	30,29%	0,00	0,00%	34 600,00	1,04%	923 252,52	27,70%	91 902,00	2,76%	0,00	0,00%	7 500,00	0,22%	23 938,25	0,72%	1 212 689,23	36,38%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005.2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

Annexe 9. Tableau des financements de l'Anah

Numéro fiche	Libellé précis	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Base de financement (HT)	Taux de participation ARC	Participation ARC (ou Ville pour la fiche n°15)	Taux de subvention ANAH	Subvention ANAH	Taux de subvention Caisse des Dépôts	Subvention Caisse des Dépôts
14	Diagnostic social et patrimonial des copropriétés privées	ARC	15 000.00 €	25.0%	3 750.00 €	50.0%	7 500.00 €	25.0%	3 750.00 €
	TOTAL		**15 000.00 €**	**25.0%**	**3 750.00 €**	**50.0%**	**7 500.00 €**	**25.0%**	**3 750.00 €**

Annexe 10. Tableau des financements de la Caisse des Dépôts

Numéro fiche	Libellé précis	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Base de financement (HT)	Taux de participation ARC (Ville pour fiche 15)	Participation ARC (Ville pour fiche 15)	Taux de subvention ANRU	Subvention ANRU	Taux de subvention ANAH	Subvention ANAH	Taux de subvention FREME	Subvention FREME	Taux de subvention Caisse des Dépôts	Subvention Caisse des Dépôts	Taux de participation EPARECA	Participation EPARECA
3	AMO pilotage phase de préfiguration	ARC	230 000.00 €	50.0%	115 000.00 €	40.0%	92 000.00 €					10.0%	23 000.00 €		
10	Etude commerciale	EPARECA	13 800.00 €	33.3%	4 600.00 €							33.3%	4 600.00 €	33.3%	4 600.00 €
11	Etude de potentiel en immobilier d'entreprises	EPARECA	9 392.50 €	33.3%	3 130.83 €							33.3%	3 130.83 €	33.3%	3 130.83 €
12	Etude juridique et foncière CC du Puy du Roy	EPARECA	19 687.50 €	33.3%	6 562.50 €							33.3%	6 562.50 €	33.3%	6 562.50 €
14	Diagnostic social et patrimonial des copropriétés privées	ARC	15 000.00 €	25.0%	3 750.00 €			50.0%	7 500.00 €			25.0%	3 750.00 €		
15	Etude stratégique de requalification du patrimoine public	Ville	100 000.00 €	30.0%	30 000.00 €	25.0%	25 000.00 €			25.0%	25 000.00 €	20.0%	20 000.00 €		
16	Etude urbaine du Clos des Roses 2 et de la Victoire	ARC	140 000.00 €	50.0%	70 000.00 €	30.0%	42 000.00 €					20.0%	28 000.00 €		
	TOTAL		527 880.00 €	44.1%	233 043.33 €	30.1%	159 000.00 €	1.4%	7 500.00 €	4.7%	25 000.00 €	16.9%	89 043.33 €	2.7%	14 293.33 €

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS FINANCIERES (extrait du xyel7.mx d'information le 08/12/2017 ? 17:33)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 315	LOCALISATION												CONTRIBUTIONS																		PRETS		ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE																																		
60159/Compiègne/QPV national/Clos Des Roses 60159/Compiègne/QPV national/La Victoire	QP060007 QP060008	60159 60159																																		
PORTEUR DE PROJET																																				
CA REGION COMPIEGNE BASSE AUTOMNE																																				

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono : Identifiant de l'opération financière(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS				MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEIL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL y compris les prêts		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire Prêt CDC	Pour mémoire Prêt Bonifié AL	Demarrage Année	Demarrage semestre	Durée en semestre	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION QPV / commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SDP	LOGT	M2							%		%		%		%		%		%		%		%		%		%						
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																								
315 6060007, 6060008 14 0001 Poste de Directeur de la Politique	NPN			0		0	0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	874 610,71	14,77%	1 003 782,85	874 610,71	0,00	0,00%	392 525,71	44,88%	0,00	0,00%	9 600,00	1,10%	47 786,25	5,46%	54 750,00	6,26%	0,00	0,00%	7 500,00	0,86%	6 786,25	0,78%	355 662,50	40,67%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	6	V
315 6060008 14 0002 Etude de requalification du patrimoine publi	NPN			0		0	0,00	0,00	0,00	60/COMMUNE DE COMPIEGNE/216	100 000,00	20,00%	120 000,00	100 000,00	30 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	20 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060007, 6060008 14 0003 Etude commerciale, Etude de potenti	NPN			0		0	0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/42082955800022	51 456,00	0,00%	51 456,00	51 456,00	0,00	0,00%	17 152,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17 152,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17 152,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	1	5	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		1 026 066,71		1 175 238,85	1 026 066,71	30 000,00	2,92%	409 677,71	39,93%	0,00	0,00%	34 600,00	3,37%	47 786,25	4,66%	91 902,00	8,96%	0,00	0,00%	7 500,00	0,73%	23 938,25	2,33%	380 662,50	37,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX																																								
315 6060007 21 0001 Démolition de la résidence étudiante du Clos	NPN			3		227	6 540,00	10 165,17	352,83	75/OSICA/55204648400259	2 307 493,00	8,36%	2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	3	V
SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX				3		227	6 540,00	10 165,17	352,83		2 307 493,00		2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				3		227	6 540,00				3 333 559,71		3 675 731,85	3 333 559,71	30 000,00	0,90%	1 009 677,71	30,29%	0,00	0,00%	34 600,00	1,04%	923 252,52	27,70%	91 902,00	2,76%	0,00	0,00%	7 500,00	0,22%	23 938,25	0,72%	1 212 689,23	36,38%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du sysT°me d'information le : 06/12/2017 ? 17:33)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 315	*LOCALISATION*	
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE
60159/Compiègne/QPV national/Clos Des Roses 60159/Compiègne/QPV national/La Victoire	QP060007 QP060008	60159 60159
PORTEUR DE PROJET		
CA REGION COMPIEGNE BASSE AUTOMNE		

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	CONTRIBUTIONS																		PRETS		ECHEANCIER			
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION N° de QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SDP	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL y compris les prêts		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire Prêt CDC	Pour mémoire Prêt Bonifié AL	Demarrage Année	semestre	Durée en semestre	vérif
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%							
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																									
315 6060007 14 0001 001 Poste de Directeur de la Politique de la	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	86 250,00	0,00%	86 250,00	86 250,00	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	4	V
315 6060007 14 0001 002 Poste de chargé d'opération de renouvelle	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	142 500,00	0,00%	142 500,00	142 500,00	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	4	V
315 6060007 14 0001 003 AMO pilotage phase de préfiguration	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	230 000,00	20,00%	276 000,00	230 000,00	0,00	0,00%	115 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	23 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	92 000,00	40,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	3	V
315 6060007 14 0001 004 AMO concertation/communication phase pr	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	40 000,00	20,00%	48 000,00	40 000,00	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	3	V
315 6060007 14 0001 005 Etude des usages sociaux et spatiaux	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	50 000,00	20,00%	60 000,00	50 000,00	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060007 14 0001 006 Mission d'assistance et d'accompagnement	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	18 575,00	20,00%	22 290,00	18 575,00	0,00	0,00%	3 715,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 786,25	15,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9 287,50	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
315 6060008 14 0001 007 Aménagement de la maison de projet	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	5 000,00	20,00%	6 000,00	5 000,00	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	1	V
315 6060008 14 0001 008 Etude de peuplement - Focus QPV Clos de	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060008 14 0001 009 Etude stratégique de diversification immo	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	95 000,00	20,00%	114 000,00	95 000,00	0,00	0,00%	19 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	40 000,00	42,11%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	36 000,00	37,89%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060008 14 0001 010 Etude de stratégie globale de mobilité	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	22 285,71	20,00%	26 742,85	22 285,71	0,00	0,00%	6 685,71	30,00%	0,00	0,00%	9 600,00	43,08%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	17,95%	2 000,00	8,97%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060008 14 0001 011 Etude sur l'offre de santé et l'accès aux	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060007 14 0001 012 Etude urbaine du Clos des Roses 2 et de L	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	140 000,00	20,00%	168 000,00	140 000,00	0,00	0,00%	70 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	28 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	3	V
315 6060007 14 0001 013 Diagnostic social et patrimonial des copr	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	3 750,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 750,00	25,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060008 14 0002 001 Etude de requalification du patrimoine pu	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	60/COMMUNE DE COMPIEGNE/216	100 000,00	20,00%	120 000,00	100 000,00	30 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	20 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060007 14 0003 001 Etude commerciale	NPN	QP060007					0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/42082955800022	16 560,00	0,00%	16 560,00	16 560,00	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 520,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
315 6060008 14 0003 002 Etude de potentiel en immobilier d'entrep	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/42082955800022	11 271,00	0,00%	11 271,00	11 271,00	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 757,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	1	1	V
315 6060008 14 0003 003 Etude juridique et foncière sur le centre	NPN	QP060008					0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/42082955800022	23 625,00	0,00%	23 625,00	23 625,00	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 875,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	1	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		1 026 068,71		1 175 238,85	1 026 068,71	30 000,00	2,92%	409 677,71	39,93%	0,00	0,00%	34 600,00	3,37%	47 786,25	4,66%	91 902,00	8,96%	0,00	0,00%	7 500,00	0,73%	23 938,25	2,33%	380 662,50	37,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX																																								
315 6060007 21 0001 001 Démolition de la résidence étudiante du C	NPN	QP060007		3		227	6 540,00	10 165,17	352,83	75/OSICA/55204648400259	2 307 493,00	8,36%	2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	3	V
SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX				3		227	6 540,00	10 165,17	352,83		2 307 493,00		2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	3	V
TOTAL				3		227	6 540,00				3 333 559,71		3 675 731,85	3 333 559,71	30 000,00	0,90%	1 009 677,71	30,29%	0,00	0,00%	34 600,00	1,04%	923 252,52	27,70%	91 902,00	2,76%	0,00	0,00%	7 500,00	0,22%	23 938,25	0,72%	1 212 689,23	36,38%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupérent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS FINANCIERES (extrait du syst?me d'information le 06/12/2017 ? 17:33)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 315	LOCALISATION													CONTRIBUTIONS																				PRETS		ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE																																					
60159/Compiègne/QPV national/Clos Des Roses 60159/Compiègne/QPV national/La Victoire	QP060007 QP060008	60159 60159																																					
PORTEUR DE PROJET																																							
CA REGION COMPIEGNE BASSE AUTOMNE																																							

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financière(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle, une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT(dû assimilé)?	LIEU DE REALISATION * de QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SDP	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL									y compris les prêts														Prêt CDC	Prêt Bonifié AL	Année	semestre	semestre	
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%							
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																								
315 6060007, 6060008 14 0001 Poste de Directeur de la Politique	NPN			0		0	0,00	0,00	0,00	60/CA REGION COMPIEGNE BASS	874 610,71	14,77%	1 003 782,85	874 610,71	0,00	0,00%	392 525,71	44,88%	0,00	0,00%	9 600,00	1,10%	47 786,25	5,46%	54 750,00	6,26%	0,00	0,00%	7 500,00	0,86%	6 786,25	0,78%	355 662,50	40,67%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	6	V
315 6060008 14 0002 Etude de requalification du patrimoine publi	NPN			0		0	0,00	0,00	0,00	60/COMMUNE DE COMPIEGNE/216	100 000,00	20,00%	120 000,00	100 000,00	30 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	20 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
315 6060007, 6060008 14 0003 Etude commerciale, Etude de potenti	NPN			0		0	0,00	0,00	0,00	59/EPARECA/42082955800022	51 456,00	0,00%	51 456,00	51 456,00	0,00	0,00%	17 152,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17 152,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17 152,00	33,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	1	5	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		1 026 066,71		1 175 238,85	1 026 066,71	30 000,00	2,92%	409 677,71	39,93%	0,00	0,00%	34 600,00	3,37%	47 786,25	4,66%	91 902,00	8,96%	0,00	0,00%	7 500,00	0,73%	23 938,25	2,33%	380 662,50	37,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX																																							
315 6060007 21 0001 Démolition de la résidence étudiante du Clos	NPN			3		227	6 540,00	10 165,17	352,83	75/OSICA/55204684800259	2 307 493,00	8,36%	2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	3	V
SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX				3		227	6 540,00	10 165,17	352,83		2 307 493,00		2 500 493,00	2 307 493,00	0,00	0,00%	600 000,00	26,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	875 466,27	37,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	832 026,73	36,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				3		227	6 540,00				3 333 559,71		3 675 731,85	3 333 559,71	30 000,00	0,90%	1 009 677,71	30,29%	0,00	0,00%	34 600,00	1,04%	923 252,52	27,70%	91 902,00	2,76%	0,00	0,00%	7 500,00	0,22%	23 938,25	0,72%	1 212 689,23	36,38%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupérent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005.2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)